

# LE DEVOIR

Décaper l'intimité / soulever une ombre, puis une autre, il y a tant de résistances jusqu'à l'histoire vraie. / l'ossature grêle qui protège l'âme Denise Désautels «Faction factice, n. 20»

VOL. LXXXIX - N° 178

MONTRÉAL, LE LUNDI 10 AOÛT 1998

87c + TAXES = 1\$ / TORONTO 1\$

**PERSPECTIVES**

## Le carnaval des festivals

Les festivals culturels pullulent par les temps qui courent. Sont-ils un puits sans fond ou une véritable mine d'or? La question est ouverte.

**D**is-moi quel est ton festival, je te dirai qui tu es. Qui n'a pas son festival en cette saison estivale où pullulent les manifestations culturelles de toutes sortes? Des concerts de Pavarotti aux improvisations de rap déginguées, en passant par les arts de la rue ou les simples sessions de rigolade collective, pas une municipalité de France ou de Navarre qui n'ait sa manifestation culturelle, souvent d'ailleurs un peu pompeusement baptisée festival.

En France, le phénomène remonte à la fin des années 40. Il coïncide avec la fin de la guerre et la recrudescence des congés payés. En 1947 naît le Mai musical à Bordeaux et le célèbre Festival de Cannes, deux précurseurs dans le domaine. L'année suivante, c'est au tour de Musique et danse à Aix-en-Provence.

La mode est lancée et elle ne va pas s'arrêter là. Dans les années 70, on assiste à une véritable explosion. Le phénomène participe à une véritable culture de masse et non plus seulement à celle de l'élite. Aujourd'hui, il serait difficile de trouver un hameau hexagonal qui n'a pas au moins sa petite manifestation culturelle durant l'été. On évalue à environ 2000 le nombre des festivals culturels en France. Il y en aurait 6000 en Europe.

Or, au Québec comme en France, la question est régulièrement posée de la «rentabilité» de ce genre de manifestations généralement financées à partir de fonds publics. Payants ou pas, les festivals? On se déchire sur le sujet des deux côtés de l'Atlantique.

Mais comment calculer la rentabilité d'un festival? Toutes les études butent sur cette question insoluble. Car, si l'on arrive à peu près à mesurer l'augmentation des ventes de billets ou de pots de beurre de cacahuètes, il en va tout autrement de l'accroissement de la notoriété d'une ville ou des effets à long terme.

Une étude française récente, réalisée par le Conseil économique et social, tente néanmoins d'évaluer les retombées de ces manifestations dont la suppression du jour au lendemain serait ressentie comme un véritable cataclysme.

L'étude commence par souligner que les festivals contribuent à la notoriété des lieux où ils sont organisés. Les exemples parfaits sont ceux d'Avignon et de Cannes. Selon une étude datant de 1986, la couverture de presse du festival d'Avignon, qui attire chaque année 400 journalistes, équivaut à des dépenses de communications de 2,5 millions de dollars. Pas mal pour ce qui ne serait autrement qu'une banale petite ville de province.

Les festivals ont aussi des répercussions économiques. Robert Savy, président du conseil régional du Limousin, explique: «La qualité de la vie culturelle, c'est probablement le moyen de faire savoir que, s'il y a dans la culture du dynamisme, de l'intelligence ou de l'imaginaire, il serait étonnant que ces qualités se rencontrent seulement dans le domaine de la culture.»

Les festivals, qui restent majoritairement fréquentés par la population locale, sont parfois l'amorce d'un véritable développement culturel régional. Le meilleur exemple est probablement celui des Francophonies en Limousin. L'événement théâtral, bien connu des Québécois, est à l'origine de la création d'une maison des auteurs, d'une médiathèque et d'un centre de diffusion du film francophone. Sans compter la décentralisation vers Limoges d'une partie des collections de la bibliothèque nationale concernant la francophonie.

À Lyon, le festival de danse a invité les écoles de Rio à défiler dans la rue. Les jeunes des quartiers populaires leur ont emboîté le pas et plusieurs troupes de danseurs ont été créées. Bien sûr, l'augmentation du tourisme culturel est l'objectif de la plupart des manifestations. Et ce n'est pas sans fondement puisque 20% des Français voient dans les pratiques culturelles une des motivations principales de leurs séjours touristiques.

Les festivals sont aussi créateurs d'emplois, même si ces retombées sont souvent difficiles à évaluer. À Bourges, où s'organise chaque année le Printemps du même nom, un festival rock lui aussi fréquenté par les Québécois, on chiffre à 800 les emplois directs créés par le festival. Sans compter les emplois indirects, aussi nombreux. Mais, précise l'étude, ces chiffres doivent être évalués avec précaution. Cette création d'emploi est limitée dans le temps et ne représente souvent qu'un déplacement d'un secteur à un autre.

Il ne faut pas se leurrer. Beaucoup de «festivals» ne sont en réalité que de simples rabougnages. Deux ou trois concerts médiocres, une vedette de passage, quelques inconnus sans originalité, tout cela sans intégration dans les activités de la ville, et le tour est joué.

Tous n'ont pas l'intelligence du Festival international de théâtre de rue d'Aurillac, en plein Massif central, qui, après 12 années d'existence, attire près de 100 000 spectateurs. L'événement est devenu un point de rencontre européen avec la participation de 89 compagnies étrangères en 1997.

Bref, qu'on l'aime ou pas, le festival est devenu un élément incontournable des politiques et des pratiques culturelles d'aujourd'hui. Reste à faire en sorte qu'il demeure un événement culturel plutôt qu'un simple divertissement.

C'est alors simplement qu'on pourra répondre à tous ses détracteurs que l'événement n'a tout simplement pas de prix.

**LES SPORTS**

**Rafter remporte les Internationaux de tennis du Canada, page B 5**



**LE MONDE**

**Le Congo accuse l'Ouganda d'invasion militaire, page A 5**

**L'ENTREVUE**

**Jean-Marie Le Clézio: au contact du temps page B 1**



## Québec s'entend avec les Micmacs

*Exclus des négociations, les «dissidents traditionalistes» bloquent toujours la route 132*

PRESSE CANADIENNE

**L**e gouvernement du Québec et le conseil de bande des Micmacs de Listuguj, en Gaspésie, ont conclu hier une entente de principe sur les droits de coupe de bois, un dossier qui avait conduit des dissidents à bloquer la route nationale.

Mais cette entente, conclue en l'absence des «dissidents traditionalistes», pourrait bien ne rien régler sur les barrières dressées sur la route 132, principal axe routier de la

péninsule gaspésienne, interdisant notamment tout accès à la scierie GDS de Pointe-à-la-Croix.

Le leader traditionaliste Gary Metallic, un entrepreneur forestier qui a été défait lors des dernières élections au conseil de bande, a toujours indiqué qu'il ne serait pas lié par une entente conclue en l'absence des «dissidents». Les traditionalistes exigent le respect intégral de ce qu'ils considèrent comme leurs droits ancestraux de coupe sur les terres publiques.

Le ministre responsable des Affaires autochtones, Guy Chevrette, a dit espérer que les dissidents «comprendront» la portée de l'entente. «Ils se sont battus pour la création d'emplois, on a signé la création d'emplois», a-t-il dit.

M. Chevrette a confirmé hier soir en conférence de presse à Matapédia qu'une entente de principe avait bel et bien été conclue avec le chef du conseil de bande de Listu-

VOIR PAGE A 8: MICMACS

### «Jamboree» urbain



MARTIN CHAMBERLAND LE DEVOIR

**MALGRÉ** la chaleur accablante ils étaient des milliers de jeunes à dormir hier soir sous la tente au parc Maisonneuve à Montréal à l'occasion d'un événement unique: un jamboree, grand festival qui permettra à 5000 scouts de 7 à 20 ans de passer la semaine à Montréal. Nos informations en page A 2.

## Charest fait ses premières promesses

*Le chef du PLQ entend axer sa campagne sur les jeunes*

MARIO CLOUTIER  
LE DEVOIR

**S**herbrooke — Le chef du Parti libéral du Québec, Jean Charest, promet qu'un gouvernement issu de sa formation politique adoptera une loi-cadre sur les frais de scolarité et l'aide financière aux étudiants telle que demandée par sa Commission jeunesse. En pleine «période électorale», lors de la clôture du Congrès jeunes de Sherbrooke, le chef du PLQ s'est engagé à mener une campagne électorale axée sur les jeunes face au vieux régime péquiste. «Vous avez raison d'exiger une loi-cadre régissant les frais de scolarité et le régime d'aide financière. Un gouvernement libéral s'engage à faire exactement ce que vous demandez: une loi-cadre qui inclura des dispositions permettant le remboursement proportionnel au revenu tel qu'exigé par la commission jeunesse.»

Cette loi-cadre, telle que définie par les jeunes libéraux, demande notamment au gouvernement libéral de s'engager à ne pas exiger des étudiants un effort plus considérable qu'une indexation annuelle des frais de scolarité au taux de l'inflation, si nécessaire. La législation s'opposera également à toute forme de déréglementation des frais de scolarité. Enfin, le modèle de remboursement applicable aux bénéficiaires de l'aide financière sera le remboursement proportionnel au revenu.

Questionné par la suite sur les coûts de telles mesures, le chef libéral a tempéré ses propos en s'en tenant aux principes généraux de la qualité de l'enseignement supérieur et de l'accessibilité à l'éducation. Il y a deux semaines, la Commission jeunesse annonçait que les mesures proposées en éducation se basaient sur des entrées de revenus supplémentaires en raison d'une croissance économique facilitée par des réductions d'impôts. Le chef libéral n'en a toutefois soufflé mot hier.

Son gouvernement, a-t-il tout de même affirmé lors de son discours devant les 600 jeunes libéraux, va rapprocher les milieux de l'éducation et du travail en facilitant l'enseignement coopératif, le parrainage et la for-

VOIR PAGE A 8: CHAREST

■ Vers un front commun contre les clauses orphelin, page A 3

**Feuilleton**

## Une journée dans la vie d'Eugenio Lorca

CHRISTIANE LAHAIE

Huitième épisode

**S**i je vous disais que mon héros, Eugenio Lorca, a dû mettre son taxi en gage et que, pour rembourser ses dettes, il a pris un travail de commis-livreux, me croiriez-vous? Si j'ajoutais qu'il a bien du mal à retrouver le destinataire du colis qu'on lui a confié, seriez-vous étonnés? Et si je choisissais un nom aussi improbable qu'Angel Stone pour ce destinataire, que j'en faisais un être insaisissable, honni des uns, idolâtrés des autres, auriez-vous envie de jouer le jeu? Vraiment? Peut-être serait-il indispensable que j'inclue quelques éléments accrocheurs, du type «sexe, drogue et rock'n'roll»? Bon. Je vais voir ce que je peux faire...

Ainsi, après avoir tenté en vain, et à maintes reprises, de retrouver la trace d'Angel Stone, Lorca, qui venait de passer une heure, enfermé dans la cabine d'un ascenseur en panne, n'avait que deux choses en tête: se soulager et

VOIR PAGE A 8: LORCA

## La chasse à l'ennemi invisible

**Des équipes de secouristes, venues de plusieurs pays, ont fouillé pendant tout le week-end les débris de l'édifice soufflé dans l'attentat vendredi contre l'ambassade des États-Unis à Nairobi, dans l'espoir de trouver des survivants. Trois personnes ont été sorties des débris hier et on croit que d'autres pourraient encore être secourues. Le bilan des deux attentats s'élevait hier à 289 morts et près de 5000 blessés, selon le cabinet du président kényan.**

LUC LAMPRIÈRE  
LIBÉRATION

**N**ew York — «Ma principale question est: Quel est le sens? Quel est le sens de tout cela?», interrogeait samedi l'ambassadeur des États-Unis à Nairobi, Prudence Bushnell, légèrement blessée dans l'attentat de la veille. Bill Clinton dans son message radio hebdomadaire a réaffirmé sa détermination à répondre à cette question. Mais, 48 heures après le double attentat au Kenya et en Tanzanie, les autorités américaines faisaient preuve hier, d'une pru-

dence extrême, désireuses clairement d'éviter à la fois de laisser filtrer la moindre information susceptible de ralentir l'enquête et d'orienter le débat public aux États-Unis dans une direction précise: hier, il n'était question à Washington d'aucune piste officielle en direction des auteurs du carnage.

«Si les Américains sont la cible de terroristes, c'est en partie parce que nous avons des responsabilités uniques de leadership dans le monde, parce que nous agissons pour faire avancer la paix et parce que nous sommes unis face au terrorisme», a affirmé Bill Clinton en prenant le champ le plus large possible. «Si nous devions remettre en cause cela, retirer nos diplomates et nos troupes des régions troublées du monde, et tourner le dos à ceux qui prennent des risques pour défendre la paix, ce serait donner au terrorisme une victoire qu'il ne doit pas avoir et qu'il n'aura pas.»

Le département d'État a renouvelé ses appels à la prudence adressés régulièrement aux citoyens américains vivant à l'étranger, renforcé la sécurité des installations américaines et envoyé sur place des dizaines d'experts supplémentaires. Enfin hier matin, Sandy Berger, responsable des affaires de sécurité nationale à la Maison-Blanche, a souligné, à toutes fins utiles, que le scandale Monica Le-

VOIR PAGE A 8: CHASSE

■ Lire aussi: «Le saint guerrier», page A 8

**MÉTÉO**

Montréal	Québec
Ciel variable.	Ciel variable.
60% de probabilité d'averses.	Max: 26 Min: 20
Max: 30 Min: 21	Détails, page B 6

**INDEX**

Agenda.....	B 7	Entrevue.....	B 1
Annonces.....	B 6	Le monde.....	A 5
Avis publics.....	B 5	Les sports.....	B 5
Culture.....	B 8	Mots croisés.....	B 5
Économie.....	B 2	Planète.....	B 4
Éditorial.....	A 6	Télévision.....	B 7

www.ledevoir.com



# Un «jamboree» en plein centre-ville

## Cinq mille scouts ont dressé leurs tentes au parc Maisonneuve

Ils font encore des nœuds et apprennent toujours à s'orienter avec une boussole. Ils chantent encore des chansons autour d'un feu de camp. Mais ils accueillent aussi des musulmans dans leurs rangs, certaines de leurs troupes sont mixtes, et ils ont leur propre site sur Internet. Et surtout, ils sont 5000 à camper pendant une semaine en plein cœur de Montréal!

PAUL CAUCHON  
LE DEVOIR

Les habitués du parc Maisonneuve à Montréal ont grommelé un peu cette fin de semaine puisqu'une partie du parc était fermée. Mais les scouts de Montréal, eux, vivront un moment historique: un «jamboree» en plein cœur d'une grande ville.

Pour ceux et celles qui ne sont pas familiers avec la terminologie scout, un jamboree c'est un grand rassemblement qui a lieu tous les quatre ans et qui permet aux scouts de différentes troupes, et même de différents pays, de se rencontrer. Une sorte de grand festival, quoi.

Or les Scouts du Montréal métropolitain, affiliés à l'Association des scouts du Canada, ont décidé cette année de tenir le jamboree en plein centre urbain, et depuis samedi le parc Maisonneuve est pris d'assaut par des milliers de jeunes qui y resteront jusqu'à vendredi.

Les différentes troupes scout ont établi leurs campements dans les sous-bois du parc et le long des allées, avec tentes pour dormir, cuisines collectives, salles de douches temporaires, lieux de rassemblement, ateliers d'animation, et ainsi

de suite. On trouve même sur le site un dépanneur, une garderie, un restaurant, un magasin de souvenirs, un café, une tente meublée de fauteuils pour recevoir les médias... et quelque 100 toilettes!

Et tous les matins les responsables de l'événement produisent un journal signé de collaborateurs qui portent les noms de Carcajou bienveillant, Loutra fraternelle ou Goéland méticuleux.

### Fidèle à ses origines

Le mouvement scout demeure toujours fidèle à ses origines et il semble, depuis ces dernières années, reprendre de la vigueur.

Il s'agit toujours d'un mouvement d'éducation basé sur le bénévolat, qui veut permettre aux jeunes de développer toutes les facettes de leur personnalité par le jeu, le respect de la nature, l'engagement et le sens des responsabilités, la débrouillardise, la collaboration en équipe et la fête.

«Montréal joue un rôle de leader dans le mouvement», explique Claude Jean Lapointe, le commissaire scout de la région (l'équivalent du directeur général).

«Et les gens n'ont plus peur de



MARTIN CHAMBERLAND LE DEVOIR

Ils tiendront des Jeux olympiques mercredi, organiseront une foule d'activités sportives et culturelles tout au long de la semaine, mais les milliers de scouts qui campent au parc Maisonneuve cherchaient surtout hier un peu d'eau pour se rafraîchir.

dire qu'ils sont scouts.» Tout au long de la semaine différentes personnalités viendront d'ailleurs rencontrer ces jeunes de 7 à 20 ans. Non seule-

ment le maire Pierre Bourque, le candidat à la mairie Jacques Duchesneau et le cardinal Turcotte participent à l'événement mais des gens comme Jean-Marc Léger, la juge Andrée Ruffo ou l'humoriste Anthony Kavanagh rencontreront ces jeunes.

### Un peu d'ombre

Hier ils étaient 4000 à chercher un peu d'ombre en cette journée de chaleur écrasante, et les pompiers montréalais avaient installé des jets d'eau pour rafraîchir les troupes. Demain, avec l'arrivée d'un millier de Castors (les plus jeunes du mouvement, les 7-8 ans) les effectifs seront complets.

On y trouve non seulement des troupes de Montréal mais aussi des troupes de différentes provinces canadiennes ainsi que de sept pays, dont les États-Unis, la France et Haïti.

Un important programme d'activités se déroulera tout au long de la semaine alors que chaque jour une partie des jeunes seront absents du site, que ce soit pour aller faire du rafting aux rapides de Lachine ou pour pratiquer l'équitation, le canot, l'escalade ou la randonnée à vélo, et ce, aussi loin qu'à Saint-Sauveur dans certains cas.

Différents services de la Ville de Montréal et la CUM contribuent au succès de l'événement, dont le Service de la police de la CUM qui patrouille la nuit le long du parc Maisonneuve pour garantir la sécurité de tous ces jeunes.

## Les courtiers en devises sont fous de leur métier

PRESSE CANADIENNE

Toronto — Les courtiers en devises, pour qui le stress n'a plus de secret, ont connu une journée des plus folles, vendredi dernier, lorsque la Banque du Canada s'est mise à acheter massivement pour redonner un peu de vie au dollar canadien, qui a finalement clôturé à 65,71 cents US, en hausse de 0,32 cent.

Peu après 9h, Nick Howell, courtier en chef de la Banque de Montréal à Toronto, a les yeux rivés sur ses écrans, inondés de chiffres sûrement incompréhensibles pour un non-initié. Le huard, qui plonge toujours vers les 65 cents US, retient encore toute son attention. C'est que la fenêtre de cinq minutes que se réserve la banque centrale pour annoncer une hausse de son taux directeur tire à sa fin.

«Ils ne feront probablement rien aujourd'hui», lance-t-il à voix haute pour le bénéfice de la douzaine d'autres courtiers qui l'entourent. Mais la Banque du Canada prend les cambistes de court, fouillant dans ses réserves de dollars américains pour en transformer en huards, question de mettre un terme à cette chute qui n'en finit plus. Bien que cette pratique serve habituellement à freiner une baisse, l'objectif maintenant est de redonner un peu de poids au faible dollar.

La manœuvre porte fruit: le dollar saute de plus d'un cent, à 66,20 cents US, avant de retomber à 65,71 \$, tout de même 0,32 cent US de plus que la veille. Les spéculateurs qui misaient sur une baisse sans fin du dollar canadien sont pris de court, soudain obligés de payer plus cher le huard pour encaisser le coup. «Ils ont souffert», dit Linda Park, directrice du commerce des devises étrangères à la Banque de Montréal.

Le rythme effréné se poursuit, les courtiers sont submergés de demandes de transactions. M. Howell est le centre de l'opération, ses courtiers lui crient pour connaître le prix qu'ils peuvent consentir au client au bout du fil.

Les délais sont courts, une seule fraction de seconde sépare un profit d'une perte. Mais une fois le déluge passé, M. Howell est content. «On a eu une très bonne journée. La volatilité est notre amie.»

Au cours des six premiers mois de l'année, la Banque de Montréal a vu ses revenus — et ceux de ses clients — provenant du marché des devises étrangères augmenter de 24 % pour s'établir à 122 millions. La Banque Royale affiche mieux encore, avec 30 % et 245 millions.

Le seul moyen pour la Banque du Canada de soutenir le dollar, exception faite d'une hausse du taux d'escompte, c'est de continuer d'acheter du huard, estime-t-on. «Elle doit continuer de le faire afin de réinjecter un peu de peur dans le marché», dit M. Howell qui, à 41 ans, compte déjà 22 ans d'expérience.

Le salaire de base des courtiers en devises étrangères détenant un baccalauréat ou une maîtrise en administration des affaires se situe autour de 40 000 \$, ce chiffre pouvant facilement grimper au-delà de 100 000 \$ pour les courtiers d'expérience.

**CLUB**  
**402**  
**HOMME**



Liquidation  
de costumes d'été  
importés d'Italie

Prix régulier 950\$  
soldé 399\$

100% pure laine vierge  
**Griffés**

1118, rue Ste-Catherine O.  
2<sup>e</sup> étage, Montréal  
Tél.: (514) 861-3636

# C'est la liquidation TOYOTA



TERCEL CE  
**198\$**  
par mois / location 48 mois\*  
**0\$ COMPTANT**  
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

- Direction assistée
- 5 vitesses à surmultipliée
- Coussin gonflable côté conducteur

**4,8%**  
jusqu'à 60 mois

- TERCEL
- COROLLA
- PASÉO
- T-100



Financement  
à l'achat



CAMRY CE  
**278\$**  
par mois / location 48 mois\*  
**1 950\$ comptant\***  
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

- Climatiseur
- Transmission automatique
- Glaces, verrous de portières et rétroviseurs assistés

**3,8%**  
jusqu'à 60 mois

- CAMRY
- RAV4
- 4RUNNER
- TACOMA
- AVALON

CRÉDIT  
TOYOTA

Programmes de location au détail de Toyota Canada Inc. sur approbation de crédit Toyota. Immatriculation, assurance et taxes en sus. \*Offre valable sur les modèles Tercel CE AC53LM-BA 1998 neufs en inventaire, loués au plus tard le 30 septembre 1998. Premier versement de 227,61 \$ et dépôt de garantie de 250 \$ exigibles au moment de la livraison. Franchise de 96 000 km; frais de 7¢/km excédentaire. \*Offre valable sur les modèles Camry CE BG22KP-CA 1998 neufs en inventaire, loués au plus tard le 30 septembre 1998. Comptant initial de 1 950 \$, premier versement de 319,67 \$ et dépôt de garantie de 325 \$ exigibles au moment de la livraison. Franchise de 96 000 km; frais de 10¢/km excédentaire. \*Taxes en sus ou échange équivalent. †Sur les modèles 1998 en inventaire. Véhicules aux fins de présentation seulement. Détails chez votre concessionnaire Toyota participant.

Votre concessionnaire

**TOYOTA**

www.toyota.ca

Le service  
de qualité  
Toyota

VIVEZ L'EXPERIENCE DE LA QUALITE

BOUCHERVILLE  
Toyota Duval  
655-2350

CHATEAUGUAY  
Châteauguay Toyota  
692-1200

JOLIETTE  
Joliette Toyota  
759-3449

LAVAL  
Vimont Lexus Toyota  
668-2710

MONTRÉAL  
Chassé Toyota  
527-3411

MONTRÉAL  
Toyota Pte IX  
329-0909

ST-HYACINTHE  
Angers Toyota  
774-9191

STE-AGATHE  
Toyota À  
Ste-Agathe  
326-1044

SOREL  
Automobile  
Pierre Lefebvre  
742-4596

TROIS-RIVIÈRES  
Trois-Rivières Toyota  
374-5223

VALLEYFIELD  
G. Couillard  
Automobiles  
373-0850

VERDUN  
Woodland Toyota  
761-3444



• LES ACTUALITÉS •

Congrès de la Commission jeunesse du PLQ

# Vers un front commun contre les clauses orphelin

*Les jeunes libéraux ne veulent pas «deux échelles salariales avec pour seul critère la date d'embauche»*

Le chef du Parti libéral, Jean Charest, veut que les jeunes soient au cœur de la prochaine campagne électorale. C'est à leur endroit qu'il a pris hier ses premiers engagements électoraux. En clôturant le congrès annuel de la Commission jeunesse du Parti libéral du Québec, Charest s'est engagé notamment à ce qu'un éventuel gouvernement du Québec adopte une loi-cadre sur le financement des étudiants. Il s'est aussi engagé à ne pas utiliser de clauses orphelin dans les conventions collectives du secteur public. Il a promis également l'adoption d'une politique pour la jeunesse.

MARIO CLOUTIER  
LE DEVOIR

Sherbrooke — Le gouvernement Bouchard fera probablement face à un front commun des organisations jeunesse québécoises lors de la tenue de la commission parlementaire sur les clauses orphelin. Les jeunes veulent abolir ces clauses de conventions collectives qui sont discriminatoires à leur égard. Et les libéraux ont joint leur voix au concert en fin de semaine à Sherbrooke lors de la tenue du 16<sup>e</sup> Congrès de la Commission jeunesse du PLQ avec une proposition appuyée par le chef, Jean Charest.

«Un gouvernement du Parti libéral refusera de sanctionner les clauses dites orphelin qui se font sur le dos de la génération montante», a déclaré M. Charest. Et le président de la Commission jeunesse, Jonathan Sauvé, de renchérir en disant qu'avec Jean Charest, «il n'y aura plus deux échelles salariales avec pour seul critère la date d'embauche».

La position libérale a réjoui la présidente du Conseil permanent de la jeunesse, Clairandree Cauchy, et le vice-président de la Fédération étudiante universitaire du Québec, Pascal Bérubé, qui assistaient au Congrès jeunes en tant qu'observateurs. Mme Cauchy travaille à la mise sur

de pied d'une position commune des organisations jeunesse québécoises. Mais il est trop tôt pour dire si les regroupements jeunesse des partis politiques québécois joindront aussi la même tribune.

La proposition des jeunes libéraux s'attaque principalement aux conventions collectives du secteur public. Ils veulent que le gouvernement modifie les lois du travail afin d'éliminer les clauses orphelines et qu'il ne se limite pas à établir un pacte social entre employeurs et syndiqués.

**Autres propositions**

Les jeunes libéraux ont adopté en fin de semaine sept de leurs dix propositions sur la thématique du congrès: loi-cadre sur les frais de scolarité et l'aide financière, le financement des universités, l'accréditation de cours et l'enseignement collégial, les conditions de travail des jeunes, l'après-déficit et la politique jeunesse.

Sur les 51 propositions régionales et politiques présen-

tées, seulement six ont pu être adoptées hier dont une résolution d'urgence en faveur de l'abolition des frais de scolarité discriminatoires envers les étudiants canadiens qui viennent faire leurs études au Québec.

Les jeunes libéraux appuient également le secteur de l'économie sociale, la candidature de Québec pour l'obtention des Jeux olympiques de 2010, la révision du Code du travail afin de permettre la sous-traitance et l'aide financière aux étudiants à temps partiel.

La proposition la plus controversée au Congrès jeunes concernait un appui à la construction d'un stade de baseball au centre-ville de Montréal. Les jeunes libéraux sont d'accord, mais ils ont refusé de joindre à cet appui la promesse d'un prêt de 40 millions sans intérêt.

D'autres propositions sur l'abolition du ministère de la Métropole et l'affichage bilingue dans les établissements hospitaliers n'ont pas fait l'objet de discussions et seront étudiées par de futures instances.



Jean Charest

Lors d'une réunion tenue le 17 mars 1977

## Trudeau a songé à la décentralisation

*L'ancien premier ministre avait reconnu que sa stratégie sur l'unité était une erreur*

PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Lors d'une réunion de son cabinet tenue le 17 mars 1977, le premier ministre de l'époque, Pierre Elliott Trudeau, a admis qu'il avait commis une erreur en croyant qu'une plus grande participation francophone dans les hautes sphères du pouvoir fédéral réglerait le problème de l'unité canadienne.

Selon des documents rendus publics récemment, M. Trudeau, dans l'un des moments les plus déterminants de ses 15 années au pouvoir, annonça alors qu'il avait décidé de modifier sa stratégie sur l'unité nationale.

Cette révélation est contenue dans certains documents portant sur la réunion du cabinet et une discussion sur des stratégies pour favoriser l'unité nationale, que le quotidien *Ottawa Citizen* a obtenus en vertu de la Loi d'accès à l'information.

La déclaration de M. Trudeau donna lieu à un long débat. Certaines propositions furent faites, dont celle de tenir une rencontre sur l'unité canadienne au lac Meech — 10 ans avant que Brian Mulroney n'élabore une entente au même endroit.

Les documents, qui n'avaient jamais été rendus publics et dont de grands pans ont été censurés en vertu d'une disposition de la Loi d'accès à l'information, révèlent qu'après avoir écouté le point de vue de ses ministres, M. Trudeau leur annonça qu'il était temps de «vivre l'agonie d'une renaissance».

Il leur confia qu'entre 1966 et 1976, il avait cru que le Québec pourrait être maintenu au sein de la fédération en assurant une importante participation

francophone aux prises de décisions de niveau fédéral.

L'année précédente, avant l'élection du Parti québécois, M. Trudeau avait annoncé avec assurance que le mouvement indépendantiste était mort. Mais à la réunion du cabinet du 17 mars 1977, il admit avoir «tendance à croire que le problème est beaucoup plus grave» qu'avant l'élection du PQ, en novembre 1976.

La seule solution, précisa-t-il, est de rouvrir la Constitution et d'avoir recours à la décentralisation, même si cela peut mener à une Constitution pas tellement différente de celle que le Canada possédait déjà. M. Trudeau ajouta qu'il avait cru que le partage des pouvoirs avec les provinces inciterait d'autres institutions à suivre le mouvement, mais qu'elles ne l'avaient pas fait. Il reconnut qu'il avait commis une erreur.

Selon les ministres John Roberts et Hugh Faulkner, qui étaient présents à la rencontre, le premier ministre encourageait les gens à discuter ouvertement aux réunions du cabinet, mais il arrivait rarement de reconnaître avoir commis une erreur.

La nouvelle initiative constitutionnelle de M. Trudeau échoua en 1979, lorsqu'il ne réussit pas à obtenir un consensus avec les provinces. En 1981, pendant son dernier mandat, il conclut une entente pour rapatrier la Constitution mais sans l'accord du Québec, qui ne l'a jamais signée. Après avoir quitté son poste, il s'en prit publiquement à l'accord du lac Meech et à l'accord de Charlottetown, expliquant qu'ils allaient trop loin en affaiblissant le gouvernement fédéral et en confiant plus de pouvoirs aux provinces.

## Une, deux, une, deux...



MARTIN CHAMBERLAND LE DEVOIR

**LES REPRÉSENTANTS CANINS** — qu'il s'agisse de chiens eskimos ou de chiens chauds — étaient à l'honneur, hier, au Stade olympique, alors que 754 partisans des Expos se sont présentés accompagnés de leur «meilleur ami».

## Autre décès en motomarine

Rock Forest (PC) — La motomarine est une fois de plus à l'origine d'un accident mortel.

Geneviève Vigneault a perdu la vie, samedi après-midi, sur le lac Magog à la hauteur de Rock Forest, en Estrie.

La jeune femme de 19 ans originaire de Saint-Basile-le-Grand est décédée des suites de blessures subies à la tête, vers 22h20 samedi soir, au Centre universitaire de Sherbrooke. Moins d'une semaine après la publication du rapport du coroner André-H. Dandavino sur les accidents de motomarines, cette nouvelle tragédie relance le débat sur la sécurité nautique. Selon les premières constatations, la jeune fille s'amusa à sauter les vagues et aurait bifurqué vers la motomarine de son compagnon.

Les deux embarcations sont entrées en collision, projetant les deux pilotes à l'eau. La jeune femme a perdu conscience après l'impact et n'a pu être réanimée par la suite. Il semble que la victime se serait cogné la tête sur les poignées du véhicule.

Son compagnon, Stéphane Gaudreau, un résident de Longueuil également âgé de 19 ans, n'a pas été blessé.

Elle vous indique que la fin de semaine est terminée en 26 langues différentes.



Si vous avez choisi le modèle Day-Date, le plus prestigieux de la collection Oyster, n'oubliez pas de choisir la langue dans laquelle vous aimeriez lire les jours de la semaine. Vous pouvez choisir parmi 26 langues, toutes disponibles.



OYSTER PERPETUAL DAY-DATE

ROLEX

Nous sommes fiers d'être votre bijoutier agréé Rolex.

**Bijouterie Gambard**  
Vente et service technique

630-A Cathcart Montréal Centre-Ville 866-3876

Michael Biehn

Brock Pierce

# THE RIDE

L'important n'est pas de tomber mais bien de se relever



un film de World Wide Pictures, la division cinéma de Billy Graham Evangelistic Association.

Photographie par Tim Steinberg

© BGEA 1998



Livre gratuit!

Mon nom (lettres moulées, s.v.p.)

Adresse

Ville

Province

Code Postal

Richard D. Capen, Jr. source d'inspiration pour vous et vos proches.  
Envoyez ce coupon à : Billy Graham, P.O. Box 779, Minneapolis, MN 55440, USA  
www.billygraham.org • 1-877-2GRAHAM



Diffusé aujourd'hui le 10 août à 19h30 à CFCF 12



### UN TRIO INSEPARABLE

Martial Boucher  
16 pages, 1,95 \$ (chacun)

- Fascicule 1  
Un trio inséparable
- Fascicule 2  
Homme et femme il les créa...
- Fascicule 3  
Un cœur pour aimer...
- Fascicule 4  
Des projets...
- Guide des fascicules 1 à 4  
118 pages, 29,95 \$

Lidéc, l'éditeur qui répond à vos besoins pédagogiques, propose aux enseignants et aux enseignantes qui œuvrent en cheminement particuliers de formation de type continu (13-15 ans), ou en vue de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes (16-18 ans), une première série de fascicules portant sur les quatre premiers thèmes du programme d'études du MEQ publié en 1997.

Cette première série pourrait recevoir une suite dans les mois à venir selon la réponse des utilisateurs. Un guide d'enseignement, d'une très grande simplicité permet une meilleure utilisation de ces fascicules. On retrouve les éléments clés, (une description des savoirs, savoir-faire et savoir-être), des suggestions de déroulement de cours et un test d'évaluation sommative pour chacun des fascicules.

Souhaitant que ces documents sauront vous plaire et vous aider dans votre démarche pédagogique, Lidéc est fier de vous offrir cette nouvelle série dont le but précis est de répondre à vos besoins pédagogiques.

Siège social :  
LIDEC inc.  
4350, avenue de l'Hôtel-de-Ville  
Montréal (Québec)  
H2W 2H5  
Téléphone: (514) 843-5991  
Télécopieur: (514) 843-5252  
Adresse internet :  
http://www.lidéc.qc.ca

# • LES ACTUALITÉS •

REVUE DE PRESSE

## Méfiances et inquiétudes

La semaine dernière a été active, malgré l'été, sur le front de l'information. Pour l'ex-directrice du *Devoir*, d'abord, qui a eu droit à au moins un commentaire dans le ROC, (rest of Canada). Ensuite, les premiers ministres des provinces ont terminé leur conférence dans la «civilité» et le consensus. Enfin, le huard a poursuivi son anti-festival estival, faisant s'entre-déchirer les chroniqueurs du ROC qui tentent désespérément d'expliquer cette dégringolade et de dénicher LA solution pour freiner sa chute.

ANTOINE ROBITAILLE

Attardons-nous d'abord à un sujet qui touche particulièrement les lecteurs de ces pages : le départ de Lise Bissonnette du *Devoir*, qui a été très peu commenté jusqu'ici dans le ROC. William Johnson, lui, n'a pas perdu de temps. Dès vendredi, il publiait, dans le *Ottawa Sun* et le *Financial Post*, un hommage, à sa façon toute personnelle (nuance et finesse...), à la directrice sortante. «Lise Bissonnette n'a pas dit son dernier mot», écrit Johnson, en forme d'avertissement, au début et à la fin de son texte. Johnson saluant la réussite de Bissonnette à la tête du *Devoir*, affirme qu'elle quitte ce journal pour aller diriger la Grande Bibliothèque, qualifiée par lui de «monument permanent au PQ» érigé «en plein cœur

de Montréal» aux frais des contribuables. Il rappelle ensuite à son lectorat du ROC les origines de l'ex-directrice du *Devoir*: abitibiennes, donc régionales... et déterminantes.

Née à Rouyn, Bissonnette n'aurait selon lui jamais surmonté «l'humiliation ethnique» du fait que tous les patrons de Noranda parlaient anglais. Elle aurait ainsi toujours considéré les Québécois anglophones comme des «dominateurs coloniaux». Conclusion: «Le nationalisme de Bissonnette est enraciné dans l'anglophobie. Elle a applaudi à toute mesure qui visait à restreindre l'usage de l'anglais au Québec et dénoncé tout laxisme dans l'application des lois linguistiques. Les libertés civiles, l'égalité des citoyens devant la loi, les droits

historiques des [anglophones] au Québec, tout cela ne la préoccupait guère.» Nuance et finesse, non?

♦ ♦ ♦

Le consensus des provinces sur l'union sociale a été très bien accueilli dans les journaux du Canada anglais. L'éditorial du *Financial Post*, samedi, paraphrasait l'astronome Armstrong en parlant d'un «petit pas pour le fédéralisme». Le *Toronto Star* saluait le même jour «le haut niveau de civilité» de la Conférence des premiers ministres provinciaux, prétendument plus élevé cette année que dans le passé. D'ailleurs, *The Globe and Mail*, sur son ton particulier, avait bien averti les premiers ministres, dans son éditorial de jeudi, qu'il ne souhaitait pas voir «les premiers ministres jouer aux histrions», «se battant la poitrine et déchirant leur chemise sur la place publique en dénonçant les ingérences du

La presse



du Canada

fédérales». Le *Globe* avait rappelé au passage que «contrairement à ce que les PM provinciaux affirment, Ottawa a tout à fait le droit de chercher à établir des contacts directs avec ses citoyens».

S'ils ont respecté les souhaits du *Globe* quant à l'apparence de civilité,

les premiers ministres, Lucien Bouchard en tête, n'ont toutefois pas réussi à éliminer toute la méfiance des éditorialistes du ROC. Le *Financial Post*, quoique plus positif que les autres, affirme que l'adhésion de Lucien Bouchard au consensus est peut-être de la «finesse politique» de la part d'un homme «qui n'en est pas à une volte-face près dans sa carrière politique». Le *Toronto Star* reste toutefois sur ses gardes. Il qualifie d'exagérés les qualificatifs d'«historique» et de «progrès sans précédent» utilisés par les PM dans leur communiqué final. Il y a anguille sous roche, insiste le *Star*: «voilà le scénario machiavélique. Supposons qu'Ottawa refuse de donner aux provinces tout ce qu'elles demandent. Bouchard aura alors une excuse parfaite pour dénoncer l'impossibilité du fédéralisme et alors déclencher des élections.»

♦ ♦ ♦

Parlant de la chute du dollar, Diane Francis, dans le *Financial Post* de jeudi, a dû faire sourire les premiers ministres provinciaux. Pressant Ottawa de faire quelque chose dans la crise du dollar, l'impétueuse chroniqueuse a exigé une décentralisation radicale du Canada. D'abord, elle enjoint à Ottawa de «réduire les impôts» tout en commençant à rembourser

l'énorme dette accumulée. Mais comment rembourser lorsqu'on réduit les entrées de revenus? Simple, selon Francis: on sabre dans les dépenses. «Ottawa devrait se débarrasser de toutes ces dépenses ridicules comme les sous-marins nucléaires et qu'il mette la clé sous la porte de tous les ministères et organismes qui doublent ce que font les provinces, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation, du travail, de l'environnement, des pêches, des ressources naturelles, etc.» Et elle conclut: «qu'Ottawa renonce enfin à l'empire qu'il s'est créé dans les 30 dernières années aux dépens des contribuables». Voilà qui serait selon elle la meilleure des retombées de l'actuelle crise du dollar.

Autre ton dans le *Toronto Star* de mercredi qui expliquait en éditorial que l'attitude attentiste et non interventionniste du gouvernement libéral est sans doute la meilleure: «le message de Chrétien est le bon: ne rien faire, c'est encore mieux que de faire du tort.» Le *Globe and Mail* affirmait aussi, mercredi, que l'attitude de la banque, «d'observer et d'attendre a été la bonne». Signe des temps, selon le *Star*, la crise du dollar survient en plein redressement économique, pour le Canada. Certes, «le remède habituel, lors d'une telle crise, c'est de

réparer ce qui va mal dans l'économie. Mais il n'y a pas grand-chose de brisé dans l'économie canadienne. Ottawa ne fait plus de déficit. Notre taux de chômage, en huit ans, n'a jamais été si bas. L'inflation est quasi inexistante. Les consommateurs dépensent de façon normale, malgré l'été. Et notre économie montre des signes de solidité.»

Le portrait était moins rose dans l'éditorial du *Calgary Sun* de lundi dernier, coiffé d'un impatient tout autant qu'intraduisible «Get with it, Jean!».

Selon le *Sun*, il n'y a qu'en Alberta que l'économie a vraiment connu une reprise. Il faut s'inquiéter selon lui du ralentissement économique annoncé récemment par Statistique Canada: une chute de 2% au moins de mai et un chômage de 9%, soit «exactement le même taux que lors de l'arrivée de Chrétien au pouvoir». Selon le *Sun*, Ottawa pourrait régler une série de problèmes économiques en réduisant les impôts.

Bref, face à cette «impression que l'on a de sombrer», qui fait la une de la revue *Maclean's*, le gouvernement fédéral, comme le titrait le *Globe and Mail* de samedi, «a des choix déchirants à faire». Certes, il ne manque pas de pistes de solutions. Mais il suffit de trouver la bonne...

# Certains subissent les fluctuations boursières. D'AUTRES PAS.

Recherchez un placement à l'abri des fluctuations et qui offre des rendements garantis. Les Obligations à taux progressif du Québec (OTP) sont tout indiquées. Elles offrent **sécurité, capital garanti et rendements garantis.**

### PLUS DE SÉCURITÉ

Vos placements sont garantis à 100% par le gouvernement du Québec, sans limite de capital. Aucune perte possible: votre capital est à l'abri de tout risque.

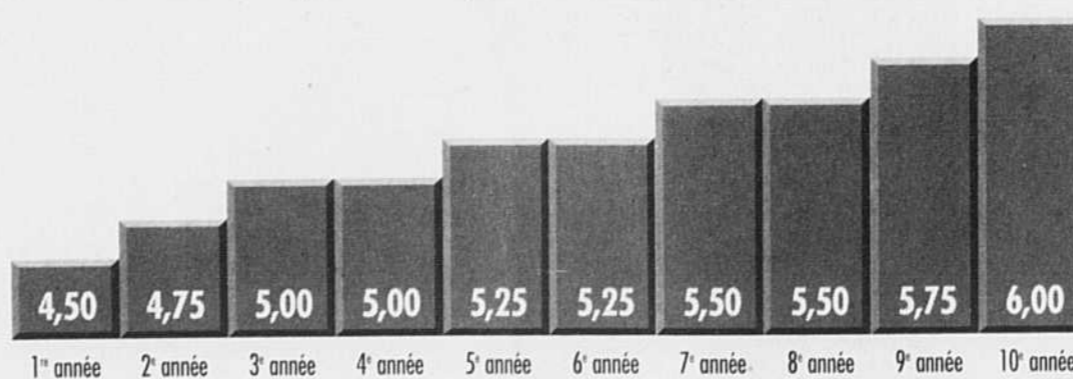
### PLUS DE GARANTIES

En plus, les Obligations vous procurent des rendements intéressants et garantis jusqu'à l'échéance. Évidemment, plus vous les gardez longtemps, plus c'est payant.

### PLUS DE FLEXIBILITÉ

Les OTP sont rachetables sans pénalité chaque année à la date anniversaire. Elles offrent des taux progressifs pour chacune des dix prochaines années. Elles sont admissibles au REER et elles sont offertes en tout temps. Profitez-en!

N'attendez plus! Pour vous procurer un produit d'épargne de Placements Québec, appelez l'un de nos agents d'investissement au **1 800 463-5229** ou au **(418) 521-5229** pour la région de Québec, **du lundi au vendredi, de 8h à 20h.** Parce que les Obligations à taux progressif, c'est un placement qui vous en offre toujours plus!



Taux moyen sur dix ans: 5,25%

Taux offerts sur la base de versements annuels d'intérêts. IMPORTANT: le ministre des Finances peut modifier les taux qui seront offerts en tout temps.



**PLACEMENTS QUÉBEC**

Notre intérêt à tous

[www.placementsqc.gouv.qc.ca](http://www.placementsqc.gouv.qc.ca)

**1 800 463-5229**

Québec

LE DEVOIR

## LE MONDE

EN BREF

## Un carnet de Linda Tripp

New York (Reuters) — L'ancienne confidente de Monica Lewinsky a remis au procureur indépendant Kenneth Starr un carnet mentionnant tous les détails de la liaison présumée de l'ex-stagiaire de la Maison-Blanche avec Bill Clinton, écrit *Time Magazine* dans son édition à paraître aujourd'hui. Linda Tripp a reporté dans un carnet d'une centaine de pages toutes les confidences de Monica Lewinsky sur les heures, les dates, les lieux et les circonstances de sa liaison présumée avec le président américain, a-t-on appris de source proche du bureau du procureur Starr, citées par l'hebdomadaire américain.

## Assassinat d'un haut fonctionnaire mexicain

Mexico (Reuters) — Un haut responsable du ministère des Affaires étrangères mexicain a été assassiné à Mexico, a annoncé le ministère dans un communiqué diffusé hier. German Fonseca Muniz, directeur du bureau de coopération et de développement économique du ministère, chargé des relations avec l'OCDE, a été retrouvé poignardé dans une rue de Mexico samedi soir, précise le document. Il s'agit du deuxième meurtre d'un haut responsable gouvernemental en trois jours dans la capitale mexicaine. Jeudi, Libertad Hernandez, chef du département de la condition féminine au sein du gouvernement de l'Etat de Veracruz, a été tuée à l'arme blanche jeudi. Le quotidien *Reforma* précise que dans les deux cas la police soupçonne des gangs qui utilisent des taxis volés pour détroquer les clients.

## Violents bombardements au Liban sud

Saïda (Liban) (AFP) — L'armée israélienne a bombardé violemment hier des fiefs du Hezbollah chiite libanais, jouxtant la zone d'occupation israélienne au Liban sud, répondant à une série d'attaques de ce mouvement, selon la police libanaise. L'artillerie israélienne postée dans la zone occupée a tiré plus de cent obus de gros calibre sur le massif de l'Iqlim at-Touffah, un bastion du Hezbollah au sud-est de Saïda, chef-lieu du Liban sud, a-t-on ajouté. «La plupart des obus sont tombés sur les routes et deux maisons ont été endommagées par les explosions», a précisé un officier de la police.

## L'eau coûte son poste à un ministre

Amman (AFP) — La contamination de l'eau à Amman, venant s'ajouter à sa rareté en été, a provoqué la colère des Jordaniens et mené hier à la destitution du ministre qui en était chargé, M. Mounzer Haddadine. Les habitants d'Amman avaient donné en premier l'alerte, se plaignant d'une couleur suspecte de l'eau et de son odeur nauséabonde tandis qu'un nombre important de cas de diarrhées et de nausées était enregistré. L'inquiétude est encore montée d'un cran quand la presse avait publié les résultats d'une étude faisant état d'une augmentation de la concentration d'algues et d'excipients humains dans l'eau acheminée du lac de Tibériade en Israël vers le centre de Zai, qui alimente la capitale jordannaise en eau potable. Des déclarations contradictoires du ministre de l'eau, niant toute contamination ou évoquant une «erreur humaine et opérationnelle», ont contribué à semer le trouble. Des membres du parlement ont réclamé et obtenu la démission du ministre de l'Eau et l'ouverture d'une enquête.

## 10 000 personnes aux obsèques de Jivkov

Sofia (Reuters) — Dix mille personnes se sont rassemblées hier matin dans le centre de Sofia pour rendre un dernier hommage à Todor Jivkov, décédé mercredi à l'âge de 86 ans, qui dirigea d'une main de fer la Bulgarie communiste de 1954 à 1989. Les cérémonies ont débuté par l'hymne national, joué sur la place Battenberg entre deux symboles de la Bulgarie: l'ancien palais royal et l'ancien mausolée du leader historique de la Bulgarie communiste, Georgy Dimitrov. «Tous les Bulgares vivaient mieux sous Jivkov», a déclaré l'écrivain Natacha Petrova. «L'éducation était gratuite, les gens avaient des vacances, de quoi manger, ils vivaient en sécurité, et aujourd'hui tout ça est anéanti». Aucun membre du gouvernement n'était présent; seuls des députés du Parti socialiste bulgare, héritier du Parti communiste, assistaient à la cérémonie.

## Le Congo accuse l'Ouganda d'invasion militaire

Les rebelles contrôlent l'embouchure du fleuve Congo

AP ET AFP

Kinshasa — Déjà à couteaux tirés avec son voisin rwandais, le régime de Kinshasa a accusé hier l'Ouganda d'avoir envoyé des chars et des soldats au secours de la rébellion tutsie dans l'est du Congo, soutenue par les forces de Kigali.

Le ministre congolais de l'Information Didier Mumengi a déclaré à des journalistes à Kinshasa que «deux colonnes des rebelles ougandais ont violé l'intégrité du territoire congolais». Il a affirmé que l'armée congolaise avait aperçu lors d'une contre-offensive à Bukavu au moins dix chars et sept camions ougandais se rendant vers Bunia, une ville congolaise située tout près de la frontière.

«La République démocratique du Congo condamne ces attaques du Rwanda et de l'Ouganda et appelle l'Organisation de l'unité africaine (OUA) à ordonner le retrait de ces forces du territoire congolais».

Comme le président Laurent-Désiré Kabila l'avait déjà fait ces derniers jours, M. Mumengi a de nouveau accusé les militaires rwandais d'avoir capturé et exécuté des officiers congolais dans la région orientale du Kivu. Le tombeur de Mobutu accuse ses anciens alliés rwandais de vouloir établir «un empire tutsi» dans la région des Grands Lacs.

Face à cette rébellion de Tutsis congolais dans l'est, le régime de Kabila a décidé de renforcer hier la sécurité autour de la capitale, Kinshasa, fermant tous les ports fluviaux et interrompant le trafic fluvial à la frontière avec le Congo-Brazzaville voisin.

Depuis le début de la rébellion, le président rwandais Pasteur Bizimungu n'a cessé de nier toute participation de son armée dans le soulèvement des Tutsis congolais. Il a même accusé Kabila d'essayer de trouver un prétexte pour attaquer le Rwanda et l'a menacé de mener une action

militaire préventive.

«Nous n'attendons pas que le Congo attaque le premier», a-t-il déclaré à l'Associated Press, accusant par ailleurs Kabila d'entraîner 10 000 extrémistes hutus rwandais à Kamina (sud) afin de les retourner contre les forces de Kigali.

Un sommet régional samedi à Victoria Falls (Zimbabwe) s'était soldé par un échec. Le président zimbabwéen Robert Mugabe avait seulement annoncé que lui-même et ses homologues tanzanien Benjamin Mkapa, zambien Frederick Chiluba, et namibien Sam Nujoma avaient formé un comité visant à obtenir un cessez-le-feu.

Tout au long du week-end, les médias congolais ont violemment critiqué le Rwanda et exhorté la jeunesse à créer des «comités de défense». Des milliers de jeunes hommes et jeunes femmes se seraient ainsi enrôlés dans ces milices ou dans les rangs de l'armée.

## Contrôle du fleuve

Les villes côtières de la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaire), Moanda et Banana (500 km au sud-ouest de Kinshasa), sont «depuis jeudi dernier sous le contrôle total des rebelles banyamulenge», ont affirmé hier à l'AFP des sources pétrolières basées à l'embouchure du fleuve Congo.

«Les tirs ont éclaté mercredi soir, essentiellement des rafales d'armes légères et de mitrailleuses lourdes, et ils ont duré toute la nuit», ont indiqué des salariés d'entreprises pétrolières résidant à Soyo en territoire angolais, à quelques kilomètres en face du port congolais de Banana.

Les autorités portuaires de la ville de Pointe-Noire, au Congo-Brazzaville voisin, ont de leur côté indiqué que «le trafic en provenance et vers la RDC est pour le moment inexistant», soulignant cependant que les cargos pétroliers continuent normalement leurs

activités le long de la côte atlantique et dans le port angolais de Soyo, en face de Banana.

## Déception

Les Banyamulenge soutenus par des éléments rwandais avaient aidé Kabila à renverser Mobutu il y a près d'un an et demi, avant de déchanter au cours des mois suivants. Depuis le début de leur offensive, les rebelles contrôlent les villes-clés de la région orientale du Kivu, dont Goma, Bukavu et Kindu. Mais ils semblent également avoir marqué des points sur la côte occidentale du pays, s'attaquant à Boma, prenant Muanda et la ville proche de Kitona.

La rébellion regroupe un grand nombre de Congolais d'ethnie tutsie, dont les clans Banyamulenge et Masisi. Leur dirigeant, Arthur Ngoma, est un bantou originaire de Masisi.

## Nouveau cabinet autour d'Arafat



AHMED JADALLAH

LE NOUVEAU GOUVERNEMENT PALESTINIEN a prêté serment hier à Gaza devant le président Arafat. Sur notre photo, Nabil Chaath, ministre de la Coopération internationale, au moment de son serment. M. Chaath a dit que le nouveau gouvernement «aura véritablement l'occasion d'assumer la responsabilité de poursuivre l'édification de institutions, de superviser les négociations avec Israël, et de préparer (le terrain) pour le 4 mai 1999, date à laquelle notre État indépendant sera proclamé sur notre terre». Au cours des deux derniers jours, plus de cinquante députés avaient protesté contre le maintien en fonctions de ministres accusés de corruption et de mauvaise gestion.

## Des digues du Yang-Tsé-Kiang sont dynamitées à cause des crues

ASSOCIATED PRESS

Pékin — Les autorités chinoises ont fait sauter hier plusieurs digues situées sur le Yang-Tsé-Kiang, dans l'espoir de détourner la crue des zones urbaines et des régions rurales de la province du Hubei.

Quelque 50 000 Chinois ont ainsi été évacués, souvent contre leur gré, en amont des zones fortement peuplées, selon l'agence de presse Chine nouvelle. Le gouvernement a assuré qu'il leur verserait une compensation pour la perte des terres et des récoltes.

Plusieurs digues secondaires du Yang-Tsé-Kiang ont été dynamitées à la mi-journée à Jianli, à environ 150 km en amont du grand centre industriel de Wuhan, où le niveau de l'eau monte lentement depuis samedi.

Les ingénieurs espèrent pouvoir détourner 800 millions de mètres cubes d'eau vers l'intérieur des terres et faire baisser de 10 à 20 centimètres le niveau du fleuve. Cela pourrait permettre d'éviter l'inondation — un temps envisagée — de la plaine de Jingjiang, plus en amont, où environ 330 000 personnes ont déjà été évacuées.

Plus de 2000 personnes sont mortes depuis le début de l'été dans les inondations, dues à des pluies en avance sur les autres années. Des millions de Chinois n'ont plus de toit.

Le premier ministre chinois, Zhu Rongji, a inspecté samedi et dimanche les digues dans le Hubei, remerciant les soldats et la population pour leurs efforts contre les eaux.

Les autorités estiment que quelque 30 000 km de digues pourraient céder sous la pression des eaux. L'armée et les volontaires surveillent nuit et jour l'état des ouvrages.

## L'Irak n'a pas encore désarmé, selon Richard Butler

Le chef des inspecteurs de l'ONU croit que Bagdad cache toujours son programme d'armement biologique

AGENCE FRANCE-PRESSE

Nicosie — Le chef des inspecteurs de l'ONU, chargé de désarmer l'Irak, Richard Butler, a affirmé hier que l'Irak n'a pas encore désarmé et accusé ce pays de dissimuler son programme d'armement biologique.

«Je ne peux rapporter au Conseil de sécurité que des faits et ces faits montrent que l'Irak n'a pas encore réglé le dossier des missiles, ni le dossier chimique et les informations sur le dossier biologique restent invérifiables et non crédibles», a déclaré M. Butler à CNN.

M. Butler avait refusé une demande irakienne d'informer le Conseil de sécurité que l'Irak ne possédait plus d'armes nucléaires, biologiques, chimiques et ni missiles de plus de 150 km de portée. Il avait écourté mardi sa mission à Bagdad.

«Les armes doivent être détruites. C'est une décision du Conseil de sécurité. La crise oppose maintenant l'Irak au Conseil de sécurité», a insisté M. Butler, affirmant «n'avoir entendu aucun (pays) au Conseil de sécurité dire que l'Irak devrait être soulagé de ses obligations en matière de désarmement».

Le chef de la Commission spéciale de l'ONU chargée du désarmement irakien (UNSCOM) a estimé que la dernière crise était due au fait que les Irakiens craignaient que les inspecteurs aient trouvé des éléments prouvant qu'ils voulaient cacher leur programme d'armement biologique.

«Je crois qu'ils savent qu'on détient des preuves de quelque chose», a ajouté M. Butler affirmant que lors de ses entretiens lundi dernier à Bagdad, il avait «perçu à travers le comportement des Irakiens qu'ils ne voulaient pas qu'on en sache plus sur leur programme biologique».

Selon lui, les Irakiens sont «profon-

dément préoccupés par la question du gaz VX». L'UNSCOM avait révélé en juin que l'Irak avait réussi à armer des têtes de missiles de VX sur la base d'analyses effectuées dans un laboratoire militaire américain.

Bagdad a contesté ces résultats et une contre-expertise est en cours dans des laboratoires suisses et français. Le chef des inspecteurs de l'ONU a indiqué avoir refusé une demande de Bagdad de déclarer que l'Irak a désarmé, ajoutant qu'il ne disposait pas «de faits qui le prouvent».

Selon lui, il n'y a pas de crise «personnelle» entre lui et le vice-premier ministre irakien Tarek Aziz. M. Butler a répété que la crise opposait l'Irak au Conseil de sécurité. Interrogé sur le moment choisi par Bagdad pour engager une épreuve de force avec l'ONU et défier les États-Unis pris par l'affaire Lewinsky, M. Butler a répondu qu'il «n'avait pas eu écho de cela à Bagdad».

Il a affirmé que la crise actuelle reflète «le syndrome irakien» qui se produit «tous les six mois». «Il y a un syndrome irakien. Il semble qu'il se produise tous les six mois et se traduit par des signes répétitifs et obsessionnels d'insatisfaction», a indiqué M. Butler.

Le président irakien a suspendu mercredi toute coopération avec les équipes d'inspecteurs chargés de le désarmer, exigeant la levée de l'embargo pétrolier qui le frappe depuis huit ans.

Le Conseil de sécurité a qualifié de «totalement inacceptable» la décision irakienne, mais s'est gardé de condamner l'Irak et exprimé le souhait d'une «reprise rapide» des discussions avec Bagdad. Il a dit «avoir l'intention de répondre favorablement aux futurs progrès (irakiens) en matière de désarmement».

L'Unesco a proclamé l'an 2000

Année internationale pour une culture de paix

## CONGRÈS NORD-AMÉRICAIN DES ÉDUCATEURS POUR LA PAIX

du 21 au 23 août 1998

à l'Université Concordia, Montréal

Thème : «Pour une culture de paix»

- Comprendre et changer la culture de violence
- L'environnement en péril
- Les exigences fondamentales d'une culture de paix
- Les moyens d'une culture de paix

Participants du Québec, du Canada anglais, des États-Unis, du Mexique, de Cuba et autres.



Éducateurs pour la paix

2695, rue Haig, Montréal H1N 3E6

Tél.: (514) 254-5127

Télé.: (514) 252-1646

## É D I T O R I A L

## Front commun fragile

Bernard Descôteaux

Le Québec s'est joint au front commun des provinces sur l'union sociale. D'une seule voix, ces dernières exigent maintenant du gouvernement fédéral la reconnaissance d'un droit de retrait avec pleine compensation financière lorsque Ottawa met en place un programme dans un champ de compétence provinciale exclusive. Voilà une situation tout à fait nouvelle pour le premier ministre Jean Chrétien.

**L**a rencontre des premiers ministres des provinces à Saskatoon la semaine dernière est à marquer d'une pierre blanche. Eux qui nous avaient habitués à des conférences plutôt routinières nous ont fait la surprise d'une position unanime sur la question du pouvoir de dépenser du gouvernement fédéral. Toutes les provinces, y compris le Québec qui est partie à ce consensus, semblent déterminées à tenter de civiliser les interventions fédérales dans leurs champs de compétence exclusive. Il y a là un revirement d'attitude qui, s'il suscite l'étonnement, ne manque pas non plus d'intérêt.

Le pouvoir de dépenser est le cheval de Troie dont Ottawa se sert depuis 50 ans pour envahir les champs de compétence des provinces. Au Canada anglais, les interventions fédérales n'ont jamais suscité de grave crise de conscience; on s'en est toujours plutôt bien accommodé. Au Québec, au contraire, on n'a eu de cesse de réclamer sa disparition. Le premier ministre Maurice Duplessis fut le premier à le faire lorsque dans l'après-guerre Ottawa entreprit de créer des programmes sociaux à frais partagés. Tous ses successeurs, sans exception, ont repris son discours. Jean Lesage décrivait ce pouvoir comme le moyen pour Ottawa «de créer, à toutes fins utiles, un État unitaire» tandis que Daniel Johnson père le voyait comme «un obstacle à la libre-croissance de la collectivité québécoise».

Le discours du Québec fut rarement entendu, sauf à cet âge d'or que furent pour le Québec les premières années du gouvernement de Lester B. Pearson de qui Jean Lesage obtint un droit de retrait avec une pleine compensation financière pour les programmes à frais partagés. Par la suite, ce ne furent que promesses vaines. En 1987, l'idée de l'opting out fut reprise et inscrite à l'Accord du lac Meech, puis dans l'Accord de Charlottetown. On sait ce qu'il en est advenu. Au lendemain de sa quasi-défaite au référendum de 1995, Jean Chrétien s'engageait pour sa part à ne plus créer de programmes à frais partagés sans le consentement d'une majorité des provinces, assurant qu'il indemniserait les provinces se dissociant de nouveaux programmes si elles mettaient en place un «programme équivalent ou comparable».

Le revirement survenu à Saskatoon n'est pas subtil. Il est le fruit d'un lent cheminement dont le point de départ est la lutte contre le déficit du gouvernement Chrétien. On réalisa alors que le pouvoir de dépenser avait un revers et qu'Ottawa détenait aussi le pouvoir de ne plus dépenser. De 19,3 milliards qu'ils étaient en 1994-95, les transferts fédéraux aux provinces destinés à la santé, à l'aide sociale et à l'éducation postsecondaire sont passés à 12,5 milliards aujourd'hui. L'effet perturbateur de cette décroissance a été le même dans toutes les provinces qui ont alors réalisé la nécessité de discipliner les interventions d'Ottawa.

Le réflexe initial des premiers ministres du Canada anglais fut de proposer à Ottawa une «union sociale». On suggéra d'abord la mise sur pied d'un mécanisme intergouvernemental servant à élaborer conjointement des normes nationales pour les programmes sociaux. La naïveté de cette proposition

leur est vite apparue lorsque Jean Chrétien, sitôt revenue la santé financière du gouvernement fédéral, retrouva ses vieux réflexes. L'institution des Bourses du millénaire et la promesse de créer de nouveaux programmes de soins à domicile et d'assurance-médicaments furent reçus par plusieurs premiers ministres comme une provocation.

Le Québec, qui jusqu'ici n'avait assisté qu'en observateur aux travaux sur l'union sociale, a eu raison de se rendre à Saskatoon. Il y avait là une fenêtre que le premier ministre Bouchard se devait d'ouvrir et qu'il a, à l'étonnement de plusieurs, ouverte bien grande en acceptant un compromis. Le droit de retrait qu'il voulait inconditionnel est devenu conditionnel. Le Québec pourrait se retirer de tout programme social, nouveau ou qu'Ottawa voudrait revoir, mais il devrait alors offrir «un programme ou une initiative dans les mêmes champs d'activité prioritaire que les programmes canadiens».

Le premier ministre Bouchard avait plusieurs motifs valables pour adhérer à ce compromis. Comme ailleurs au pays, la réduction des dépenses en santé fait porter à son gouvernement une pression énorme dont il ne pourra être soulagé que si Ottawa accepte d'accroître ses transferts aux provinces. Il se devait aussi de se demander si Saskatoon pouvait être une occasion de réactiver quelque peu le dossier constitutionnel et faire avancer les choses. Visiblement, il a répondu oui à cette question mais il devra au cours des prochaines semaines prendre garde à ne pas confondre ses intérêts électoraux avec ceux du Québec et, surtout, ne pas prendre la proie pour l'ombre.

Le consensus de Saskatoon ne doit être vu que pour ce qu'il est: un tout petit pas. La protection qui pourrait en résulter pour les Québécois, une protection «comme ils n'en ont jamais eu» prétend M. Bouchard n'est pour l'instant rien d'autre qu'une phrase dans un communiqué. Il faudra qu'il ait négocié avec le gouvernement fédéral et, on imagine bien, de nouveaux compromis de la part des provinces. La chose est d'ailleurs inscrite en toutes lettres dans le communiqué final de la conférence où le consensus intervenu est décrit comme «la position en vue des négociations». La plus grande prudence s'impose donc car tout peut se produire. Rien n'est plus fragile qu'un front commun des provinces. Faut-il rappeler 1981 et les négociations sur le rapatriement de la Constitution? Celui qui agira comme porte-parole des provinces dans cette négociation, Roy Romanow, est celui-là même qui avec Jean Chrétien avait alors contribué à isoler le Québec. Est-il besoin de rappeler que ces deux hommes ont du Canada une vision bien différente de celle de Lucien Bouchard.

Avant Saskatoon, le gouvernement Chrétien était disposé à négocier avec les provinces qui souhaitent parvenir à une entente avant le prochain budget fédéral. L'arrivée de Lucien Bouchard dans le décor donnera à la négociation une dimension politique que viendra accentuer encore la proximité des élections. S'il le veut, M. Chrétien peut prouver qu'il était de bonne foi en 1995 en promettant de renouveler le fédéralisme canadien et introduire maintenant l'élément de souplesse que lui réclament les provinces. Mais peut-on sérieusement penser qu'il le voudrait?

## L E T T R E S

## Une mauvaise affaire pour tout le monde

Bien que peu de Canadiens achètent du propane, si le géant du gaz propane au Canada, Superior, achète son principal concurrent, CGI, tous les Canadiens risquent d'en payer le prix d'une façon ou d'une autre.

Le gaz propane est utilisé par des entreprises de tous les secteurs, comme McDonald's, Purolator, Bell Canada, les producteurs de céréales, etc. Plusieurs grandes entreprises ont des contrats avec une de ces deux compagnies car elles sont les seules à être présentes partout au pays. En ayant deux gros fournisseurs de propane, les grandes entreprises ont un pouvoir de négociation. Avec la fusion, elles risquent de payer le propane plus cher, et, comme d'habitude, nous refileront la facture.

De plus, les quelque 100 000 foyers canadiens qui utilisent le gaz propane comme source d'énergie risquent aussi de voir la note augmenter.

Au bout du compte, c'est une mauvaise affaire pour tout le monde.

Robert Gauthier

Montréal, 6 août 1998

## Le cœur à la bonne place?

Les Québécois ont-ils toujours le cœur à la bonne place? Depuis un an, les Québécois ne cessent de se désoler du sort de Marie-Soleil Tougas: sa mort, ses funérailles, son souvenir, l'enquête sur sa mort, les conclusions de l'enquête sur sa mort. En verrons-nous jamais la fin?

Ce battage médiatique suscite une question. Continuons-nous ainsi pour nous donner une bonne conscience à

rabais et un beau prétexte pour ne pas nous pencher sur des problèmes mondiaux autrement plus importants qu'un malheureux accident ayant causé la mort de deux célébrités?

Car, pendant ce temps-là, sans bruit et sans enquête du coroner, les petits (et grands) Soudanais du Sud, Noirs animistes et chrétiens, se meurent par milliers (bientôt par millions) en étant soumis à une famine provoquée par les Soudanais du Nord, arabes et islamistes, financés par le néocolonialisme des pétrodollars. Depuis des années, les maîtres de Karthoum ne laissent que deux choix aux populations sudistes du pays: l'islamisation et l'arabisation forcée, ou la mort lente dans les camps de réfugiés ou «on» s'arrange pour que les secours ne puissent pas parvenir.

Comment se fait-il que l'ONU, le Conseil de l'Europe, les États-Unis, le Canada, etc., trouvent les moyens (même limités) de juger certains auteurs de la «purification ethnique» contre les musulmans de l'ex-Yougoslavie mais qu'ils laissent les musulmans du Soudan accomplir leur «purification ethnique et religieuse» contre les chrétiens et animistes du Soudan du Sud sans lever le petit doigt?

Pourquoi nos dirigeants et nous-mêmes ne protestons-nous pas avec force? Parce que les victimes du Soudan sont pauvres, noires et lointaines? Pour ne pas choquer les musulmans qui veulent régler par le vide (en fait par le silence du cimetière) la question du sud du pays?

Si nos pays interviennent (même modestement) en ex-Yougoslavie, au nom des droits de l'homme, de la dignité de la personne, etc., pourquoi ne pas intervenir au Soudan pour les mêmes raisons humanitaires, afin que cessent enfin les massacres et la famine programmée et utilisée com-

me arme de guerre? Il me semble que les «puissants» et les «puissances» ont, dans les circonstances, des indignations à géométrie variable selon que cela peut servir ou non leurs petits intérêts politico-mercantiles.

Notre lâcheté et nos silences nous accusent devant Dieu et les hommes.

François Mc Cauley

Sherbrooke, 6 août 1998

## Les deux souverainetés

Vous souvenez-vous de la «piasse à Lévesque»? C'était l'argument-massue des fédéraux lors de la campagne référendaire de 1980 pour faire craindre une victoire du OUI à la souveraineté québécoise. On avait alors brandi au Parlement un dollar (en papier, à l'époque) sur lequel on avait collé la photo de René Lévesque et inscrit le montant de 50 cents dans les coins. C'était de la fiction.

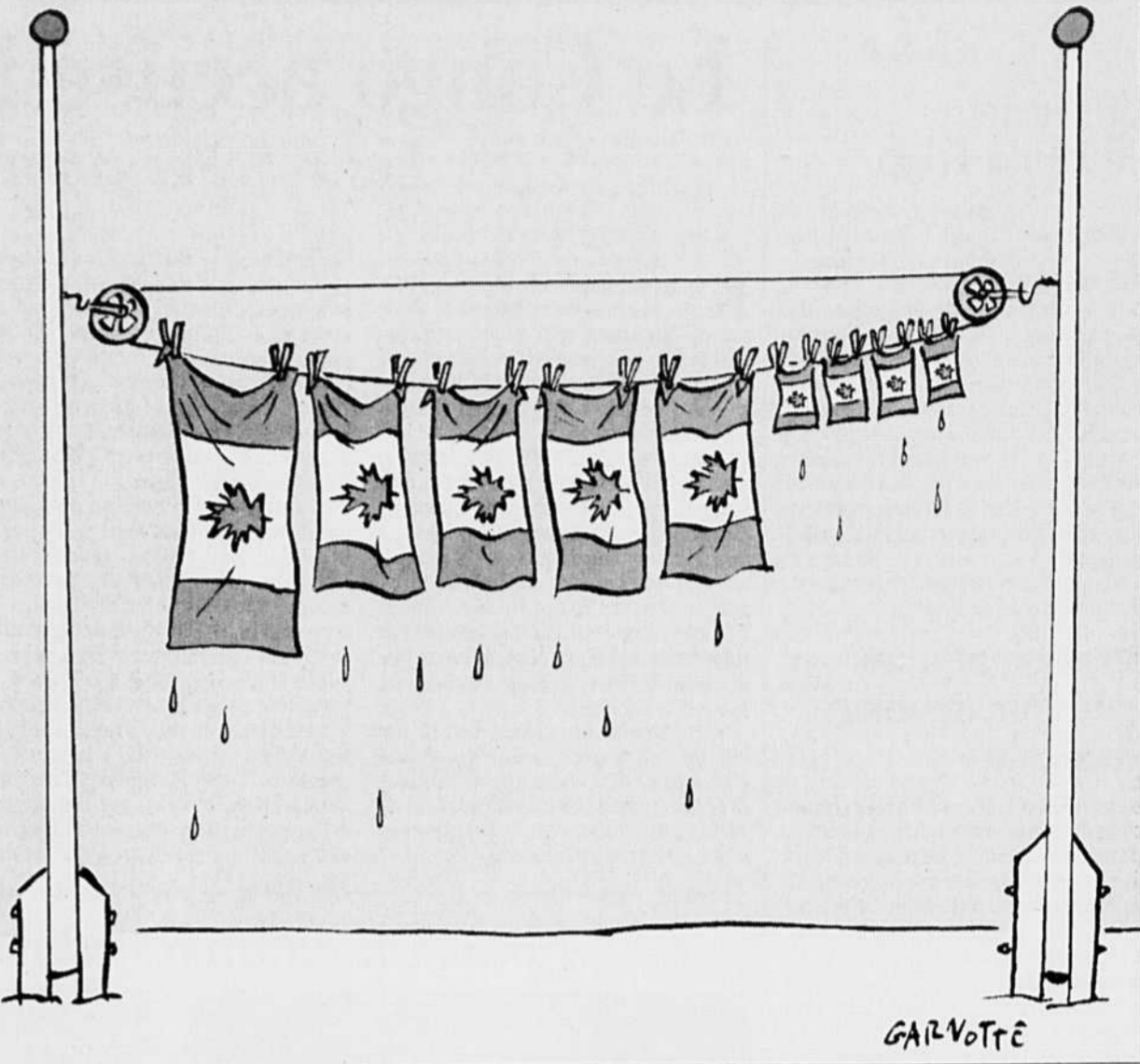
Mardi dernier, le 4 août 1998, le dollar canadien clôturait à 65,95 cents et la manchette du *Devoir* du lendemain, signée Gérard Bérubé, nous informait qu'il était à prévoir qu'il touche la barre des 64 cents sous peu, conséquence de l'inertie de la Banque du Canada, seuil qui devrait l'inciter à réagir, au dire de l'économiste François Dupuis du Mouvement Desjardins. C'est la réalité de l'économie canadienne.

Entre les deux souverainetés, canadienne et québécoise, l'une actuelle et l'autre revendiquée (Mme Bissonnette nous apprend, dans la page éditoriale, qu'on reproche à M. Chrétien, premier ministre du Canada, de se moquer de la souveraineté), mon cœur ne balance plus!

Lucie Dubois

Verdun, 6 août 1998

## JOUR DE LAVAGE AUX COMMUNES...



REPRISE

## À la rencontre d'Albert Camus, jeune écrivain

**E**n 1947, la Maison des Lettres était, à Paris, un lieu ouvert aux étudiants de la Sorbonne qui, au-delà de leurs études, y organisaient des débats, écoutaient la musique nouvelle, invitaient des écrivains et des artistes.

Ce soir-là, nous avons convié Albert Camus qui n'était encore ni le lauréat du prix Nobel, ni le célèbre dramaturge joué par Maria Casarès. Pour nous, il n'était ni une figure à la mode, ni un point de ralliement idéologique ou politique. Écrivain, il était éminemment libre, avec l'aura de la Résistance, aux idées inclassables, dérangeantes, qui collaient à nos propres interrogations, à celles de l'époque.

Je le vois encore entrer dans la petite salle du deuxième étage de l'immeuble de la rue Férou. Nous étions une dizaine. Habillé comme nous, il avait les cheveux courts, sans barbe. Il n'était point à la mode, zizou ou intellectuel de parade.

Il nous a parlé de *L'Étranger*, du *Mythe de Sisyphe*, des livres que nous avons tous lus et relus. Il n'avait pas encore subi la polémique provoquée par Sartre et il écrivait des éditoriaux dans le quotidien *Combat*. J'avoue — et je me demande encore pourquoi — qu'il m'a paru d'abord hautain. Peut-être était-ce inscrit dans la nature de la rencontre et encore davantage dans celle de notre attente. Espérons-nous, inconsciemment, recevoir un maître empli de son savoir, un oracle, ou plus simplement un guide, un aimé?

D'allure jeune, il faisait comme naturellement partie du groupe. À peine s'il jouait les meneurs du débat. Les questions fusaient. Ses réponses, courtes, parfois abruptes, allaient de la négation à l'expression crue de l'im-

différence. Nous lui demandions son avis sur les écrivains de l'heure, non les best-sellers ou les auteurs à la mode, mais les découvertes. Par exemple Henry Miller. Interdit alors dans son pays, les États-Unis, il était accueilli à Paris. Camus n'avait rien contre mais l'érotisme cru n'avait pas de place dans son univers. Ni moralisateur ni pudibond, il admettait qu'un écrivain puisse dire les sensations

telles qu'il les éprouvait, mais Méditerranéen, il n'avait pas la propension à remplacer l'acte par la parole. Certes, l'amour se vit aussi dans le sexe, mais pour lui, seule l'émotion avait droit de cité dans l'écrit.

À l'époque, Kafka nous apparaissait non comme un auteur de fables mais comme celui qui décrivait une actualité brutale, aussi difficile à cerner fut-elle. Ca-

mus nous confiait qu'il préférait, quant à lui, cheminer dans une voie plus directe. Il tentait de dire l'ennui, l'oppression, comme le désarroi, tels qu'il les vivait, tels qu'il les ressentait. Sans ambiguïté, sans subterfuge et sans écran. Et pourtant, comment ne pas nous demander si *L'Étranger* était plus réaliste que le *Procès*? Il admirait Kafka, certainement, mais ne le suivait pas sur son chemin. Et Melville? Là encore, le plaisir de la lecture, voire l'admiration, ne le conduisaient pas à l'adhésion, car le monde que nous vivions n'était point celui des fables et des légendes mais il était affreusement féroce et brutal, et il ne voulait point s'en évader.

La partie la plus ardue de la soirée concernait son rapport avec son pays natal, l'Algérie. Venu moi-même d'un pays arabe dont la langue était commune à tous, juifs, chrétiens et musulmans, je ne comprenais pas qu'il ne connût pas cette langue. Il est vrai que j'ignorais alors moi-même tout de

la réalité de l'Afrique du Nord. Au-delà de la langue, Camus ne semblait pas vouloir se placer à distance de sa société. Parmi nous, un étudiant algérien chercha à évoquer timidement le nationalisme renaissant dans son pays. Camus récusait tout appel au ralliement au nom d'une religion ou d'une langue. La France se dégageait péniblement des années sombres de l'occupation nazie et de la collaboration, les blessures étaient encore vives, douloureuses, et je peux comprendre aujourd'hui que rien ne pouvait détourner alors Camus d'une totale exigence de liberté et de droits individuels, sinon la solidarité et un rêve de fraternité. Je me souviens que l'étudiant voulait soumettre un texte à Camus et que celui-ci lui donna promptement rendez-vous à son bureau chez Gallimard.

J'étais non pas tant déçu que troublé par cette rencontre. J'aurais Camus et j'étais venu prêt à boire ses paroles. N'était-il pas, comme moi, un Oriental? Je comprends aujourd'hui qu'il l'était, oui, mais à ses propres conditions. Des années plus tard, longtemps après la mort de Camus, en visite en Algérie, j'ai tenu à aller à Tipaza, devenu pour moi lieu fabuleux car il était merveilleusement chanté par Camus. Face à la mer, à proximité des ruines d'une civilisation romaine disparue, j'ai senti, dans la chaleur et l'émotion, la présence de l'écrivain. Chacune des pierres semblait vibrer de sa parole. Mais ce n'est qu'à la lecture du *Premier homme*, livre posthume où Camus raconte son enfance, que j'ai finalement compris le jeune homme qui était venu à notre rencontre à la Maison des Lettres. Il avait conquis son pays dans la douleur et, le quittant, sans le renier, il l'avait emporté intérieurement et n'avait cessé de le renouveler. Dans son désarroi, sa détresse et ses malheurs, l'Algérie ne cesse de vibrer encore, pour moi, dans les pages de tension et de beauté de Camus.

## À P R O P O S

## ... de l'importance de la nouvelle organisation du travail

Les changements en cours font que les employés sont davantage responsabilisés et participent plus activement aux prises de décisions concernant l'organisation et l'exécution du travail.

Ces employés disposent d'une foule d'informations absolument nécessaires à la bonne performance de l'entreprise; la meilleure façon de mettre à contribution cette information est de mobiliser les employés en leur confiant davantage de responsabilités.

Il en découle souvent une diminution du nombre de paliers hiérarchiques, la formation d'équipes autonomes de travail et une coopération accrue entre les dirigeants et les travailleurs et entre les travailleurs eux-mêmes.

La qualité devient un objectif important et commun de l'entreprise, sous la responsabilité de l'ensemble des tra-

vailleurs qui cherchent constamment à améliorer cette qualité et, pour ce faire, à innover. Dans ce nouveau contexte, les employés doivent savoir travailler ensemble, à la fois à l'intérieur d'équipes de travail ainsi qu'avec d'autres équipes. Le recours aux nouvelles technologies, en particulier aux technologies de l'information, facilite grandement ces nouvelles façons d'organiser la production.

Dans ces conditions, alors que les responsabilités sont davantage partagées et que les attentes croissent à l'égard de crises d'initiatives, la formation de tous les membres du personnel s'avère de plus en plus évidemment essentielle. *L'entreprise innovante au Québec: les clés du succès*, «Avis» du Conseil de la science et de la technologie, juin 1998.

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910

Rédacteur en chef BERNARD DESCÔTEAUX

Directeur de l'information CLAUDE BEAUREGARD

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, PIERRE CAYOUILLE, NORMAND THÉRIAULT

Rédacteur en chef adjoint JEAN-ROBERT SANSAFON

Rédacteur en chef adjoint CHRISTIAN TIFFET

Directrice, ventes et marketing MARTINE DUBÉ

2050, rue de Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec) H3A 3M9. Tél.: (514) 985-3333

F A I S C E Q U E D O I S

## IDÉES

## La droite française doit créer sa coalition «plurielle»

La collaboration avec le Front National permettrait de réintégrer dans le giron républicain quelque 15% de l'électorat de l'Hexagone

MATHIEU BOCK-CÔTÉ  
Étudiant en sciences humaines,  
Collège Ahuntsic

La République française, aussi bien dans son corps social que dans ses principes fondamentaux, traverse une période difficile. La cinquième République, l'héritage si précieux du général de Gaulle, semble dans une impasse singulière, du fait de l'apparition d'une nouvelle donnée socio-politique et électorale: la présence désormais incontournable sur la scène politique du Front national.

Effectivement, la cinquième République, qui était fondée essentiellement sur la dichotomie gauche-droite, laquelle assurait pour la première fois depuis des décennies la stabilité gouvernementale, ne pouvait jouer son rôle que si arrivait à se maintenir un équilibre relatif entre les deux camps en présence. Ainsi, aussi longtemps que la droite classique, composée depuis plus de vingt ans par le couple RPR-UDF, arrivait à regrouper l'essentiel des forces de droite, mis à part les nostalgiques de Vichy et les zélotes de l'OAS, et tant que la gauche gérait d'une façon plutôt efficace sa partie du champ politique, sous la direction du PS et du PCF, la République gaullienne reposait sur des piliers solides.

Cependant, aujourd'hui, la donne s'est considérablement complexifiée. Alors que du côté progressiste, l'hégémonie du PS est évidente, appuyée dans sa conduite par ses alliés du Parti Communiste, des Verts, et du Mouvement des citoyens, à droite, une fracture s'est produite. Alors qu'auparavant, l'extrême droite était essentiellement intégrée dans l'appareil des partis, et qu'elle ne disposait

de quelques structures autonomes groupusculaires, elle s'est depuis institutionnalisée, sous l'égide du Front National, au point d'atteindre une masse critique, qui en fait désormais une force pleine et entière et une entité incontournable sur l'échiquier politique.

Cette nouvelle situation crée un déséquilibre qui risque de remettre en cause la stabilité républicaine. De fait, si la gauche a toujours la capacité de gouverner, du fait qu'elle a encadré dans ses rangs dits «républicains» ses forces extrémistes, la droite se trouve paralysée, puisqu'une partie considérable de son électorat est désormais prisonnière d'une formation qui, du moins jusqu'à présent, est taxée d'ignominie et ne peut par ce fait participer à une coalition gouvernementale de droite.

C'est à ce grave problème que doit s'attaquer la droite, si elle aspire à assumer le pouvoir dans un avenir rapproché. Et pour résoudre ce problème, il n'existe, à nos yeux, qu'une solution envisageable, du moins dans un laps de temps raisonnable: la coopération et peut-être même l'union entre le FN et la droite classique.

**«En la fragmentant artificiellement et en diabolisant un de ces fragments, la gauche s'assure un long passage au gouvernement»**

Pourtant, du point de vue d'une majorité d'observateurs étrangers, et de Français d'ailleurs, cette solution est présentée comme étant inacceptable, opportuniste et exécrable. Selon les opposants à l'idée de la collaboration FN-droite classique, cette possibilité, si elle se réalisait, serait un Munich politique, où les politiciens de droite d'allégeance républicaine opéreraient pour une abdication intellectuelle et idéologique sans pareil, risquant par la même occasion de compromettre l'idée même de République.

À ce point, il est intéressant d'analyser les critiques qu'utilisent les tenants de gauche pour s'opposer à l'éventuelle formation d'une droite incluant le FN. Chaque fois qu'une alliance, même tactique, est évoquée, on en appelle aux principes démocratiques devant supposément mener les



Jacques Chirac, président de la République française.

politiciens français dans leur cheminement. On en appelle à l'ouverture, à la tolérance, à la démocratie et à la République. Cette critique serait parfaitement fondée, si elle n'était pas cependant réversible contre les sociaux communistes de la majorité gouvernementale. En effet, il suffit de remonter quelques années dans le temps, en 1981 précisément, pour se rappeler à quel point les socialistes n'ont pas hésité à une seule seconde à s'allier aux communistes de Georges Marchais, sacrifiant ces mêmes principes, aujourd'hui invoqués pour cause d'électoralisme. Il est devenu quasi coutumier de se rappeler avec nostalgie cette époque. Mais qu'on se rappelle aussi de ce qu'elle signifiait réellement. Le Parti Socialiste n'hésitait pas alors à s'allier au plus stalinien des partis communistes européens, un parti qui, quelques mois auparavant, avait applaudi à l'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan et qui était dirigé par une série de cadres formés dans les écoles du Komintern mosco-

vote. Un parti qui luttait contre les fondements mêmes de la société française, au nom d'une hypothétique révolution prolétarienne.

Et aujourd'hui, les socialistes s'insurgent comme des vierges offensées d'une simple union tactique. Ils oublient qu'ils présenterent eux-mêmes un programme commun socialo-communiste. Et que, comble du comble, ils dirigent le gouvernement actuel, et s'en disent même fiers (dixit Lionel Jospin) avec l'apport non négligeable de ministres et de députés communistes. Décidément, c'est l'histoire qui se retourne.

#### Alliance FN-droite classique

D'un point de vue moins historique, on peut encore regarder objectivement la possibilité d'une alliance FN-droite classique. Comme nous l'affirmons plus haut, la gauche actuelle, elle aussi, gouverne avec sa part d'extrémistes et de radicaux. Cependant, mis à part les quelques communistes révolutionnaires des groupuscules



Jean-Marie Le Pen, président du Front National.

trotskystes, cette «extrême gauche» est intégrée dans les formations principalement représentées à l'assemblée nationale. Tandis qu'à droite, la fragmentation politique est telle, que chaque nuance idéologique entraîne la création d'un nouveau parti. Si, dans les faits, une droite plurielle en venait à se former, elle ne ferait que rétablir l'équilibre et entraîner le retour d'une situation normale dans le champ politique français.

En dernier lieu, il est aussi important de mettre un terme à l'idée plutôt saugrenue selon laquelle le Front National ne serait qu'un parti d'extrême droite fascisant, avec à sa tête un leader nostalgique de l'Algérie française. Bien sûr, on ne peut nier que plusieurs cadres du FN soient d'authentiques activistes droitistes, notamment les «historiques» du début de l'ère FN, s'agglutinant principalement autour de Le Pen. Mais on ne doit pas oublier qu'il est aujourd'hui, pour plusieurs Français, leur dernière forteresse contre un monde qu'ils ne comprennent plus et qui leur fait peur. En marginalisant le FN, on renforce ces gens dans leur crainte de la société actuelle, et, d'une façon involontaire, on les transforme

en d'authentiques militants du Front, alors qu'ils n'étaient que des citoyens déboussolés. De fait, peut-on comprendre qu'en diabolisant le FN et en le rejetant en bloc, on en fait la seule solution valable pour de plus en plus de citoyens.

Ainsi, se pose actuellement la donne politique française. Face à une gauche hégémonique, la droite a quelques possibilités, plus ou moins réalisables, afin de renouer avec le pouvoir. La collaboration avec le FN est une de ces avenues. Loin d'être inacceptable au plan des principes, elle permettrait de réintégrer dans le giron républicain quelque 15% de l'électorat français, et, par le fait même, redonnerait aux forces conservatrices la chance de diriger le pays dans un avenir rapproché. En France, comme le rappelait récemment Alain Peyrefitte, la majorité est à droite. En la fragmentant artificiellement et en diabolisant un de ces fragments, la gauche s'assure un long passage au gouvernement. Reste à la droite à passer par-dessus les tabous et à créer elle aussi une coalition «plurielle». C'est la voie à suivre si elle tient à son avenir et ne veut pas se saborder définitivement.

#### Art Eggleton et l'intégration des femmes au sein des Forces armées canadiennes

## La culture militaire change à petits pas

ART EGGLETON

Ministre de la Défense nationale

Les Forces canadiennes sont une institution en pleine évolution. L'intégration des femmes dans tous les aspects des opérations militaires est une réalité relativement nouvelle, surtout dans les armes de combat. C'est une chose, pour une organisation à domination masculine, que d'accepter les femmes dans des postes subalternes, mais c'en est une autre que de les accepter et de les respecter en tant que collègues et chefs. La culture militaire est en train de subir une profonde transformation, mais il serait naïf et irresponsable de présumer qu'un tel changement peut s'effectuer sans engendrer une certaine résistance ou agitation. Vous pouvez diriger des gens à coup de règles et règlements, mais vous ne pouvez changer une culture à coup de décrets, même dans une organisation militaire dotée d'une solide structure de commandement et de contrôle. Les cultures institutionnelles ne se bâtissent pas du jour au lendemain, et elles ne changent pas non plus du jour au lendemain.

Le rôle de guerrier était traditionnellement confié aux hommes, d'où cet héritage de culture militaire à domination masculine. Mais l'époque où la force physique et l'endurance étaient les seuls critères de rendement au champ de bataille est bien révolue. Il en va de même de la notion selon laquelle les femmes ne sont pas de taille sur le plan physique. En outre, la technologie moderne exige que nos soldats, marins et pilotes possèdent un large éventail de compétences intellectuelles et d'aptitudes à résoudre des problèmes, compétences qui font abstraction du sexe et qui abondent chez les femmes. La disponibilité opérationnelle — la véritable épreuve de l'efficacité militaire — n'est plus juste une question de muscles, mais aussi de cervelle.

Cependant, les hommes dans les Forces canadiennes, tout particulièrement ceux qui servent le Canada depuis de nombreuses années, ont, pour la première fois dans bien des cas, un défi considérable à relever puisqu'on leur demande de repenser leurs convictions et leurs attitudes à l'égard des femmes. Quant aux femmes militaires, convaincues peut-être par le passé qu'elles n'avaient d'autre choix que de tolérer les comportements péjoratifs et abusifs, elles constatent maintenant que ce genre de traitement constitue non seulement une menace à leur sécurité et à leur bien-être personnel, mais aussi une menace pour l'institution qu'elles se sont engagées à servir.

Voilà pourquoi je continue d'exhorter toutes les femmes ayant fait l'objet d'agression ou de harcèlement sexuel au sein des Forces à se manifester. Ce n'est pas uniquement une question de recours et de justice. Une organisation militaire ne peut se transformer en une institution moderne et

progressiste, qui bénéficie de la confiance et du respect des Canadiens, si elle dissimule ou excuse les comportements malséants, ou si elle n'incite pas ceux et celles qui ont fait l'objet d'abus à obtenir réparation.

Le rôle des chefs militaires est de mettre en place des mécanismes qui facilitent le changement culturel. Jusqu'à présent, nous avons pris des mesures dans trois domaines: initiatives de formation obligatoire pour les militaires de tous grades, nouveaux mécanismes d'examen des plaintes, de redressement des griefs et d'administration de la justice, et intensification du recrutement d'un plus grand nombre de femmes dans des postes de combat clés.

En effet, une formation visant à promouvoir, chez les militaires de tous les grades, la sensibilisation au traitement réservé aux femmes, surtout en ce qui concerne les comportements discriminatoires et violents inacceptables, est maintenant obligatoire. À ce jour, plus de 60 000 membres des Forces canadiennes ont suivi cette formation, qui explique non seulement ce qui constitue harcèlement et abus, mais aussi les façons dont les victimes peuvent signaler ces incidents.

#### Enquêtes impartiales

L'automne dernier, une nouvelle unité de la police militaire, le Service national des enquêtes des Forces canadiennes (SNEF), a été créée. Elle fonctionne indépendamment de la chaîne de commandement opérationnelle, sous la direction du Grand prévôt des Forces canadiennes (le chef de police des militaires), et elle est chargée de mener des enquêtes impartiales et complètes au sujet de plaintes, y compris des rapports d'agression sexuelle et autres infractions à caractère sexuel.

Pour qu'il soit plus facile de signaler de tels incidents, une ligne téléphonique sans frais a été créée en mai dernier, tout spécialement pour traiter les cas de harcèlement sexuel et d'agression (elle s'ajoute au travail effectué par les conseillers en harcèlement sexuel, qui se trouvent maintenant dans toutes les unités depuis 1995).

Nous devons absolument réagir aux plaintes avec promptitude et efficacité si nous voulons créer un climat de confiance chez les militaires. Pour qu'ils se sentent à l'aise de déposer une plainte, les membres des Forces canadiennes doivent savoir que leurs plaintes sont prises au sérieux. La nomination en juin dernier de M. André Marin au poste de premier ombudsman des Forces canadiennes assure aux militaires une autre voie de recours qui est indépendante de la chaîne de commandement opérationnel, afin qu'ils aient la possibilité de porter plainte sans crainte de représailles.

De plus, le Projet de loi C-25, qui propose un certain nombre de modifications à la Loi sur la défense nationale et qui a été déposé au Parlement, préconise la création de deux nouveaux organismes de surveillance externes et in-



ARCHIVES LE DEVOIR

«Le rôle de guerrier était traditionnellement confié aux hommes, d'où cet héritage de culture militaire à domination masculine»

dépendants qui renforceront encore le système de justice militaire, soit le Comité d'examen des griefs des Forces canadiennes et la Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire. Une fois approuvé par le Parlement, le Comité d'examen des griefs des Forces canadiennes étudiera les griefs et présentera ses recommandations directement au Chef d'état-major de la Défense. Quant à la Commission d'examen des plaintes concernant la police militai-

re, elle fera enquête sur les plaintes d'inconduite de la part de membres de la police militaire ainsi que sur les allégations d'ingérence de la chaîne de commandement formulées par la police militaire. Le Comité et la Commission incluront tous deux des membres n'appartenant pas à la communauté militaire.

Finalement, un important projet visant à recruter des femmes dans les armes de combat est en cours. Ce recrutement permettra à une masse critique de femmes d'occuper des postes de combat, ce qui atténuera le stress lié au fait d'être seule parmi deux ou trois femmes seulement à s'acquitter de fonctions qui avaient jusqu'ici été exercées surtout par des hommes.

Pour vérifier la pertinence et l'efficacité de nos efforts dans ce domaine, je créerai un nouveau conseil consultatif sur l'équité en matière d'emploi et l'intégration des femmes. Ce conseil surveillera les progrès accomplis et, s'il y a lieu, il formulera des recommandations sur la formation et l'instruction, sur le dépôt et le règlement des plaintes et, enfin, sur le recrutement.

Au cours de cette période de transition, il nous faudra conserver et renforcer certains aspects de la culture militaire, dont la cohésion des unités. Comme nous exigeons que les hommes accueillent les femmes dans leurs rangs et comme nous punissons ceux qui tentent de les exclure, nous devons être certains que les hommes et les femmes qui sont déployés en campagne sont non seulement entraînés à traiter les autres avec dignité et respect, mais aussi qu'ils sont prêts et disposés à risquer leur vie pour leurs camarades. C'est là la caractéristique fondamentale de la mission militaire.

Les Canadiens ont des attentes très élevées à l'égard des militaires et ils ont raison. En ce qui concerne le rôle des femmes, les parents s'attendent que leurs filles aient autant de chances que leurs fils de mener une brillante carrière militaire. Les Forces canadiennes subissant de plus en plus de pression pour recruter les éléments les meilleurs et les plus doués, elles ne peuvent pas refuser de considérer les talents et compétences de plus de la moitié de la population canadienne.

Dans notre société, ce qui distingue les militaires, c'est qu'ils appartiennent à une institution qui doit être prête à aller au combat lorsqu'elle en reçoit l'ordre. En tant qu'êtres humains, nous n'acceptons jamais aisément les pertes de vie humaine.

Je demande aux Canadiens de continuer à s'attendre à des normes de conduite très élevées de la part des hommes et des femmes des Forces canadiennes. Je ne doute aucunement qu'avec l'appui et l'encouragement des Canadiens, notre institution s'améliorera et que ses membres redoubleront d'efforts pour illustrer ce à quoi nous tenons par-dessus tout, c'est-à-dire une nation qui accorde une valeur égale à chaque vie humaine.

#### L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Louis Lapierre (adjoint au directeur de l'information), Sylvain Blanchard, Jean Chartier (régions), Paule des Rivières (éducation), Jean Dion, Louis-Gilles Francœur (environnement), Judith Lachapelle, Kathleen Lévesque (actualités politiques municipales), Caroline Montpetit, Brian Myles (politique municipale), Isabelle Paré (santé), Jean Pichette (justice), Clément Trudel (relations de travail), Serge Truffaut (questions urbaines); Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précourt (pages éditoriales, responsable des pages thématiques); Martin Duclos et Christine Dumazet (relecteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Belair (responsable), Stéphane Baillargeon (arts visuels et théâtre), Paul Cauchon (médias), Marie-Andrée Chouinard (livres et politiques culturelles), Louise Leduc (musique); Jean-Pierre Legault, Odile Tremblay (cinéma); à l'information économique: Gérard Bernier (adjoint au directeur de l'information), Robert Dutrisc, Benoît Munger, François Normand, Claude Turcotte; à l'information internationale: Jocelyn Coulon (adjoint au directeur de l'information), Guy Taillefer (éditorialiste), Claude Lévesque; à l'information politique: Pierre O'Neill, Manon Corneille (correspondante parlementaire à Ottawa), Mario Cloutier et Gilles Lesage (correspondants parlementaires à Québec), Michel Venne (correspondant parlementaire et éditorialiste à Québec); à l'information sportive: Yves d'Avignon; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Julie Tremblay, Marie-Claude Petit (commiss). LA DOCUMENTATION: Gilles Paré (directeur); Brigitte Arsenault, Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Micheline Rocheland, Alexandre Leduc (publicitaires); Geneviève Landry, Sylvie Laporte, Micheline Turgeon; Françoise (directeur adjoint), Carole Dallaire (avis publics et appels d'offres), Jacqueline Avril, Jean de Billy, Gyslaine Côté, Marlène Côté, Christiane Legault, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Chantal Rainville, Micheline Rocheland, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Christian Goulet, Marie-Josée Hudon, cline Ouellet (secrétaire). LA PRODUCTION: Jocelyn Arsenault (directeur des approvisionnements, distribution et production), Marie-France Turgeon (responsable de la production), Claudine Bédard, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Christian Goulet, Marie-Josée Hudon, Christian Vien, Olivier Zaida. SERVICE À LA CLIENTÈLE: Johanne Brien (responsable), Evelyne Labonté (responsable à la promotion des abonnements), Manon Blanchette-Turcotte, Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc-Venne. L'ADMINISTRATION: Nicole Carmel (responsable des services comptables), Jeanne d'Arc Houde (secrétaire à la direction); Céline Furoy, Patrick Inkel (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Danielle Nantel (secrétaire administrative), Nathalie Perrier, Danielle Ponton, Danielle Ross. LA FONDATION DU DEVOIR: Marcel Couture (président), Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

# LE DEVOIR

## ACTUALITÉS

LES PLANTES QUI NOUS ENTOURENT

### Splendeurs des grandes verges d'or

DANIELLE DAGENAS

Les verges d'or affichent haut et fort dès juillet les ors de la fin de l'été. Les verges d'or, vous dites? Oui, les verges d'or. Car il s'agit non pas d'une seule espèce mais bien d'un genre complet, le genre *Solidago*. Ce genre comprend plus d'une centaine d'espèces quasi exclusivement nord-américaines.

Au Québec seulement, on dénombre une vingtaine d'espèces de verges d'or, estime Luc Brouillet, conservateur de l'Herbier Marie-Victorin à l'Université de Montréal. Bien malin qui peut identifier toutes ces espèces avec certitude. En effet, certaines se ressemblent à s'y méprendre, d'autant plus que leur forme, leur taille varient selon les conditions de croissance. Des conditions plus sèches, par exemple, donnent des individus plus petits, mentionne Luc Brouillet. Un vrai défi pour le botaniste amateur!

À la mi-août, dans un pâturage négligé du Sud-Ouest du Québec, vous tentez d'identifier de grandes verges d'or, l'inflorescence en large panache doré. En regardant attentivement, vous constatez que les feuilles présentent chacune trois veines assez marquées. Pas de chance. Trois verges d'or typiques de cet habitat correspondent à la description: la verge d'or du Canada (*Solidago canadensis*), la verge d'or très élevée (*Solidago altissima*) et la verge d'or géante (*Solidago gigantea*).

Sortirez-vous une règle pour mesurer la longueur des capitules ainsi que l'exigerait une identification botanique en bonne et due forme. Mais d'abord, qu'est-ce qu'un capitule? Ce qu'on prend pour une «fleur» sur l'inflorescence des verges d'or est en fait un capitule, un groupe de plusieurs très petites fleurs. Tout simplement. De toutes façons, noter la taille des capitules, quels qu'ils soient, ferait perdre à votre randonnée beaucoup de son charme spontané.

Luc Brouillet nous reflète une clé rapide d'identification. Si la plante est glabre (sans poil) sauf dans l'inflorescence: la belle est une verge d'or géante. Glabre à la base mais autrement pubescente (poilue): voilà une verge d'or du Canada. Pubescente de pied en cap, vous tenez sans doute entre vos mains une verge d'or très élevée.

Justement, comme vous observez ces verges d'or, vous avez remarqué sur leur tige un renflement. Curieux. Ce renflement ou cette galle est l'œuvre d'une larve pouvant appartenir à au moins trois espèces différentes d'insectes. Lesquelles? Une mouche à fruit: *Eurosta solidaginis*, des deux papillons: *Epiblema scudderiana*, de la famille des tordeuses, et *Gnorimoschema gallaesolidaginis*, un autre papillon de nuit. Mais identifier ces insectes ne vous sera d'aucun secours pour distinguer vos espèces de verges d'or. Ces insectes ne semblent pas montrer de préférence absolue pour l'une ou l'autre espèce. Chou!

Peu prisée des jardiniers de chez nous, la verge d'or du Canada est très estimée des jardiniers d'outre-Atlantique. Et au Royaume-Uni comme en Europe continentale, de nombreux hybrides issus de cette espèce sont cultivés dans les jardins.

**Où voir des verges d'or:** Ces jours-ci, pas besoin de courir très loin pour tomber sur un groupe de verges d'or en fleurs, même sur notre bon vieux Mont-Royal. Mais si vous passez du côté d'Abercorn ou de Sutton dans les Cantons de l'Est, traversez donc la frontière vers la ville de Richford au Vermont, histoire de voir si nos verges d'or y sont. Suivez la route 105 vers l'Est. Tout juste à la sortie du village, prend naissance une piste cyclable (*recreational path*) d'une cinquantaine de kilomètres aménagée sur l'ancienne voie ferrée jusqu'à Saint-Albans. Pâturages et champs couverts de verges d'or, montagnes, rivières sont au programme. Si de nombreuses verges d'or venues des champs voisins ont déjà colonisé les abords de la piste cyclable, les cyclistes, eux, s'y font délicieusement rares.

Sources: Christian Hébert, du Centre de Foresterie des Laurentides de Ressources naturelles Canada, et Louise Dumouchel, du Programme des ressources biologiques à Agriculture et agroalimentaire Canada pour les gales des verges d'or. Voir aussi sur Internet: <http://www.naturenorth.com/winter/gallfly/gallflyC.html> et <http://www.ed.fal.gov/entry/exhibits/insect/goldenrod.html>. Et bien sûr l'inévitable: *Flore laurentienne*, 3e édition, Frère Marie-Victorin, c. Les Presses de l'Université de Montréal, 1995.

## LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue de Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du *Devoir*: [www.ledevoir.com](http://www.ledevoir.com)

### Comment nous joindre?

#### La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333  
Par télécopieur (514) 985-3360  
Par courrier électronique [redaction@ledevoir.com](mailto:redaction@ledevoir.com)  
Pour l'agenda culturel (514) 985-3551

#### La publicité

Au téléphone (514) 985-3399  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

#### Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344  
Par télécopieur (514) 985-3340

#### Les petites annonces

#### et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322  
Par télécopieur (514) 985-3340

#### Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355  
du lundi au vendredi de 8h à 16h30  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le *Devoir* est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue de Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Quebecor LaSalle, 7743, rue de Bourdeau, division de Imprimeries Quebecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal, L'agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le *Devoir*. Le *Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Quebecor Inc., 990, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement au 9858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

## MICMACS 65 emplois seraient créés chez les autochtones

SUITE DE LA PAGE 1

guj, Ronald Jacques. Il n'a pas voulu dévoiler le contenu précis de cette entente; ce sera fait aujourd'hui par les deux signataires, chacun de leur côté.

Le ministre a quand même indiqué que 65 emplois seraient créés chez les Micmacs dans le secteur de la coupe du bois, du roisement et de la sylviculture. «Un certain nombre de mètres cubes de bois» leur seront réservés, a dit M. Chevette, et des ententes avec d'autres compagnies forestières seront conclues pour accorder aux Micmacs d'autres mètres cubes de coupe.

L'entente prévoit aussi un fonds pour la formation et l'assistance en emploi, a indiqué M. Chevette. Une autre séance de négociations aura aussi lieu début septembre pour tenter de régler d'autres dossiers, notamment la chasse et la pêche, a promis le ministre.

Le chef du conseil de bande, Ronald Jacques, devra maintenant «vendre» cette entente aux autochtones de la réserve, qui pourraient se diviser dans les mêmes proportions que lors de la dernière élection. Les dissidents, eux, devaient déjà organiser hier soir une «marche de solidarité» dans la réserve, ce qui devrait permettre de mesurer l'ampleur de leurs appuis.

Pour la centaine de travailleurs de la scierie GDS de Pointe-à-la-Croix que les dissidents micmacs empêchent d'entrer à l'usine depuis le 27 juillet, le ministre Chevette a annoncé la création d'un comité ministériel chargé de déterminer les compensations financières qui leur seront versées. Les travailleurs de l'entreprise sont sans travail et sans salaire depuis le blocus de la route 132.

Le comité sera formé du ministre Chevette et de ses collègues Jacques Léonard (Conseil du trésor), Pierre Bélanger (Sécurité publique), Mathias Rioux (Travail et responsable de la région), et Marcel Landry (député de Bonaventure). «Le comité travaillera avec les autorités municipales et les gens impliqués» et présentera ses recommandations au cabinet, qui adoptera des décrets, a indiqué M. Chevette.

Le ministre a par ailleurs indiqué qu'il n'avait jamais été question de négocier avec le leader des dissidents, Gary Metallic, qui n'occupe aucune fonction au sein d'un corps «constitué démocratiquement élu». «Si chaque personne défaite à une élection s'organise pour mener ses luttes en dehors des corps démocratiquement constitués, où est-ce que l'on s'en trait?» a-t-il dit. «Je ne vois pas comment un individu peut bouleverser tout le fonctionnement de sa communauté et de la communauté avoisinante.»

Quant à savoir si les travailleurs de la scierie GDS pour-

ront rentrer au travail ce matin, comme l'avait solennellement demandé samedi à M. Metallic le maire de Pointe-à-la-Croix, Jacques Young, le ministre Chevette, prudent, a visiblement voulu éviter une confrontation.

«Il vaut la peine pour un gouvernement de prendre quelques heures, quelques jours pour obtenir un dénouement pacifique», a-t-il dit.

### Charest satisfait

«Je suis satisfait que M. Bouchard ait entendu l'appel que je lui ai fait hier d'intervenir dans ce dossier. Son bureau a communiqué avec le mien aujourd'hui pour offrir de partager de l'information sur le dossier, de collaborer.»

Le chef libéral demande maintenant aux dissidents micmacs de démanteler les barricades qu'ils ont érigées cette semaine avant de s'asseoir à une table de négociations.

L'attachée de presse du premier ministre Bouchard, Christiane Miville-Deschênes, a tenu à remettre en contexte les propos de M. Charest en précisant que le bureau du premier ministre informait le chef libéral sans lui demander pour autant de collaborer au dossier. M. Bouchard a de plus réitéré hier sa confiance en son ministre aux Affaires autochtones, Guy Chevette, et à son rôle dans cette affaire.

## CHASSE

SUITE DE LA PAGE 1

winsky était absolument hors sujet. «Toute personne estimant que [cette] controverse aux États-Unis nous dissuadera, ou nous empêchera [...] de répondre à des menaces à l'encontre des États-Unis d'une façon rapide et appropriée commet une grave erreur.»

La presse américaine en revanche est clairement mobilisée sur la piste de Oussama Ben Laden (voir ci contre) considéré, comme le notait hier le *New York Times* comme en «tête de la liste des suspects». Outre son implication éventuelle dans l'attentat de 1996 contre la base aérienne de Khobar, en Arabie Saoudite, qui coûta la vie à 19 Américains, son nom a été évoqué à plusieurs reprises dans plusieurs affaires de terrorisme visant les États-Unis. Mais les autorités américaines ne disposent, semble-t-il, pour l'instant d'aucune preuve contre lui dans ces affaires. Les seuls à l'avoir blanchi de tout crime étaient hier les taliban d'Afghanistan, pays dont le «banquier» saoudien a fait sa base.

«A ce stade il serait totalement irrespon-

sable d'en parler», résumait hier Madeleine Albright, le secrétaire d'Etat américain, rentrée précipitamment à Washington de Rome. «La tentation est forte de suivre un certain nombre de pistes. Mais il est important de souligner à quel point les choses ont changé par rapport au passé: pendant une cinquantaine d'années, nous savions qu'il était l'ennemi — l'Union soviétique et le communisme — et nous avions des moyens d'y faire face. Aujourd'hui nous sommes face à une menace totalement différente.»

Aucune réaction donc à la série de revendications et de messages divers qui se sont multipliés au cours des deux derniers jours mais dont la valeur reste à déterminer, en particulier celui d'une organisation inconnue, «l'Armée islamique pour la libération des lieux saints musulmans» regroupant «de jeunes moudjahidines originaires de tous les pays musulmans» et qui affirme avoir commis les deux attentats.

Mais ce communiqué n'est pas le seul que doivent aujourd'hui décrypter les experts. Une autre organisation fondée en

Arabie Saoudite en 1983, dirigée par un cheik d'origine syrienne, Omar Bakri Mohammed, réfugié à Londres «les Moujahidoun», «regrette la mort de civils innocents qui n'ont rien à voir avec les ambassades américaines», mais «soutient et applaudit» les attentats de Nairobi et Dar es Salaam. D'après un porte-parole de cette organisation, des formations islamistes réunies autour de Oussama ben Laden au sein d'un Front International auraient décidé dès juin au Pakistan de frapper les Américains partout dans le monde. Selon lui, les mouvements égyptiens armés du Jihad et de la Jamaa islamiya, le mouvement jordanien «Armée de Mahomet», le mouvement des Ansars au Cachemire, et plusieurs autres factions dont les Moujahidoun, participaient à cette réunion mais des divergences seraient apparues sur la question des attentats faisant des victimes civiles. Les enquêteurs devront donc faire la part des choses entre ces organisations plus ou moins réelles de la mouvance islamiste, qui ont au moins une chose en commun: l'antiaméricanisme.

## «Le saint guerrier»

JEAN-PIERRE PERRIN  
LIBÉRATION

On l'appelle le banquier de la guerre sainte. Banquier parce que Oussama ben Laden disposerait de fonds personnels estimés à quelque 300 millions de dollars. Des fonds qu'il aurait mis à la disposition des groupes islamistes les plus radicaux, les faisant transiter par les canaux de certaines banques islamiques, sans doute pakistanaïses. Un objectif prioritaire: frapper les États-Unis partout dans le monde.

Grand, mince, évidemment barbu, avec de petits yeux étroits, ben Laden est originaire de l'Hadramout, une province du Yémen, que l'Arabie Saoudite convoite parce qu'elle longe l'océan Indien. Dans cette région, extrêmement rigoriste en matière de mœurs et de religion, les grandes familles commerçantes sont fabuleusement riches. La famille ben Laden est l'une d'elles. A ce titre, elle sera invitée à s'installer dans le Royaume saoudien où elle développera ses intérêts, notamment dans la construction. Oussama naîtra à Riyad, en 1957 mais fera ses études à Djeddah, quartier général de la famille. Outre l'étude religieuse, il suivra des études de management et de sciences économiques à l'Université King Abdul Aziz. A cause notamment de ses richesses, il aura ses entrées dans la famille royale saoudienne.

Vers 1980, il rejoint la résistance afghane contre l'armée soviétique. A cette époque, Riyad encourage les volontaires à aller se

battre en Afghanistan. L'Arabie Saoudite, sous la direction du prince Turki, chef des services secrets, joue un petit rôle occulte dans le conflit. Le jeune islamiste, lui, s'occupe de financer et d'armer les recrues des pays arabes venues effectuer le djihad. A la différence de ces derniers, plus souvent à l'arrière qu'en première ligne, il semble avoir participé aux combats, notamment à la sanglante bataille de Jellalabad, en 1989. Vrai ou faux, on le signale aussi aux côtés des petits groupes islamistes qui luttent alors contre le régime communiste au Sud-Yémen.

C'est vers 1990 que les relations avec Riyad commencent à se gâter. Jusqu'alors, il y avait un accord entre le pouvoir saoudien et les réseaux radicaux islamistes. Le premier finançait les seconds à la condition que ceux-ci se gardent de troubler le Royaume. La guerre du Golfe met fin à cet arrangement. La famille royale découvre qu'elle a nourri des serpents en son sein. L'hostilité viscérale de ben Laden à l'égard des États-Unis, son soutien aux groupes radicaux égyptiens et algériens lui valent d'être sommé de rentrer dans la Péninsule arabique. Pour peu de temps. Bientôt, on le retrouve au Soudan, à la tête d'une importante entreprise de construction. Pour les services secrets américains, ce n'est qu'une façade. En fait, ils le soupçonnent de financer des camps d'entraînement de terroristes. En 1994, Riyad le déchoit de sa nationalité saoudienne. En 1996, sous la pression des Nations unies qui menacent le Soudan de sanctions, Khartoum lui demande de partir.

Il disparaît avant de refaire surface en Afghanistan. L'homme est davantage un islamiste à la recherche d'une certaine modernité et ses hôtes, les taliban, des fondamentalistes, cherchant à retrouver l'islam mythique des origines. Pourtant, la solidarité va jouer. On lui offre hospitalité et protection. Une fois encore, on retrouve toute l'ambiguïté saoudienne qui, tout en dénonçant sans cesse ben Laden, soutient ouvertement les taliban. Les États-Unis n'ont fait guère mieux puisqu'ils ont eux aussi, au nom de leurs intérêts pétroliers et de leur hostilité à Téhéran, soutenu les «étudiants en théologie». Bien sûr, les missions saoudiennes vont se succéder en Afghanistan pour convaincre ceux-ci de limiter les activités subversives de leur «invité». Pas ses déclarations puisqu'en avril 1986, en février 1987 et février 1988, il appelle les musulmans à tuer des ressortissants américains partout où ils le peuvent. D'après Emergency Response and Research Institute, un institut de recherche basé à Chicago, ben Laden pourrait avoir financé ou «encouragé» toute une série d'attentats. L'ERRI cite l'explosion du World Trade Center de New York, le 26 février 1996, l'attentat contre la Garde nationale saoudienne à Ryad qui a fait sept morts le 13 novembre 1995 et celui contre la base de Dhara, le 25 juin 1996, qui a tué 19 militaires américains. Celui que ses fidèles appellent «le saint guerrier» a toujours démenté toute implication dans ces attentats, tout en reconnaissant qu'ils s'inscrivaient dans la guerre sainte qu'il préconise.

## LORCA

SUITE DE LA PAGE 1

donner un coup de fil à Arsène Leduc, son répartiteur, pour lui exposer la situation. A son premier projet, il pensait si fort qu'il en avait oublié son collier sur le plancher poussiéreux de l'ascenseur. Sans la vigilance d'un des employés de l'immeuble, il l'aurait sans doute égaré. Quoi qu'il en soit, à la sortie des toilettes, Eugenio Lorca sursauta quand un vieil homme d'une extraordinaire élégance, mais plutôt maniéré, le lui tendit d'une main gantée de chevreau clair.

«Monsieur, ceci vous appartient, je crois. Lorca marmonna un vague remerciement et se mit à chercher la trace d'un téléphone public.

«Permettez-moi de me présenter, mon nom est Delagrave. Je suis géographe au Service de la toponymie, division des urgences. Vous m'avez l'air quelque peu désorienté... Aussi, puis-je vous être utile d'une quelconque façon?»

Si cet ange gardien n'avait pas été d'une politesse exquise et suave, Eugenio Lorca se serait fait un point d'honneur de l'envoyer cueillir des pâquerettes en Provence. Or il n'osa pas, car il n'avait jamais rencontré quelqu'un d'aussi guidé non plus. L'étranger portait une veste croisée dont les pans tombaient tout droit, un pantalon sans faux plis, aux revers bien pressés, le tout coupé dans un tissu subtilement lustré, probablement un mélange de lin et de fibres infroissables. Il avait une Ascot de soie noire autour du cou, et sa chevelure argentée, lissée vers l'arrière et enduite de gel beauté, luisait comme de l'argent fraîchement poli. Bref, il avait l'air d'un dandy qui s'était trompé de ville, de continent ou de siècle.

«Vous cherchez un téléphone? Eh bien, rien de plus simple. J'ai toujours mon cellulaire avec moi... Pour les urgences, vous comprenez? On ne sait jamais quand on peut avoir besoin d'un nom de rue ou de parc. Il faut éviter les recoupements le plus possible, et parfois, on me demande de faire un lien entre l'appellation d'un lieu et son histoire... Tout cela exige beaucoup de travail, de précision et de sérieux. Tenez, l'autre jour, j'ai dû en trouver un pour la piste cyclable de l'extrémité Ouest de l'Île. Figurez-vous

que la moitié de la population réclamait un nom anglais, l'autre moitié, un nom français. Vous savez ce que j'ai fait? J'ai coupé la poire en deux et j'ai choisi un nom de joueur de hockey. La piste Jason Lafrenière, le «Jason» étant prononcé à l'anglaise, évidemment. Il fallait y penser, non? Vous vous en doutez bien, je fais un travail passionnant! Et crucial sur le plan politique...»

Lorca n'en était pas à sa première rencontre impromptue de la journée, ni à sa première conversation avec un original. Alors, quand le géographe lui offrit un cellulaire plaqué or avec la désinvolture d'un bourreau vis-à-vis d'un éventuel guillotiné, il ne s'emut pas outre mesure. L'immeuble pouvait bien s'écrouler qu'il ne songerait pas à s'en formaliser, et tâta les poches de son jean pour trouver le numéro des messageries Aller simple. Simultanément, il s'interrogeait sur le prix qu'il pourrait tirer d'un tel appareil s'il s'enfuyait avec et qu'il le revendait sur le marché noir.

«Vous n'avez qu'à appuyer sur le bouton rouge, là, et... Oh!»

Le cellulaire avait émis un son discret, mais suffisamment audible pour que le géographe distingué l'arrache des mains de Lorca, un geste qu'il exécute d'ailleurs avec une telle violence qu'il en perdit toute crédibilité. Puis, se ressaisissant, l'étranger prit une pose dégagée et répondit :

«Allô! Jean-Charles Delagrave de la Division des urgences du Service de la toponymie.

Plutôt mécontent, voire offusqué, Lorca s'éloigna. Son paquet sous le bras, il s'employa à déplier le formulaire qu'il aurait bien voulu faire signer à un certain Angel Stone et sur lequel figurait le numéro d'Arsène Leduc. Lorsqu'il eut enfin déniché un téléphone public, il lui vint à l'esprit qu'un cellulaire pourrait devenir indispensable s'il devait persister dans ce fichu métier de commis-livreur. Enfermé dans l'ascenseur, il aurait pu joindre des amis et discuter paris sportifs avec eux. Il en aurait profité pour contacter Désiré Latoussaint, ce vieil Haïtien qui l'avait initié à la vie nocturne de Montréal.

Mais comme Leduc tardait à répondre, Lorca dut admettre qu'un cellulaire n'était d'aucun secours si personne ne décrochait à l'autre bout. De fait, il aurait mieux valu que son patron ne répondit jamais, car ce dernier, choqué par «le manque d'initiative» de Lorca, lui ordonna de se débrouiller. Il ne voulait pas revoir le collier, un point, c'est tout.

Pas de veine, vraiment. Et il était à peu près certain qu'Eugenio Lorca serait congédié, quoi qu'il fasse. Il lissa un instant le combiné noir et grasseux, perdu dans ses pensées qu'il jugeait de plus en plus confuses. Puis il le déposa sur son support. Il fit danser le collier dans ses mains, en se disant qu'il pourrait peut-être le laisser tomber accidentellement dans une bouche d'égoût. Mais s'il contenait un document rare? Un bijou précieux? Un billet de loterie gagnant? La liste des bars clandestins de la Rive-Sud?

«Monsieur, je suis vraiment impardonnable! Excusez mon injustifiable manque de tact!

Lorca reconnut la voix du géographe efféminé, mais le ton avait changé. Il semblait triste et désabusé. Il se retourna et vit que l'homme avait enlevé ses gants. Sur son auriculaire droit luisait un solitaire taillé en prisme. Eugenio Lorca dut deviner que la lumière ne s'aventurerait pas là souvent.

«Il ne faut pas m'en vouloir. C'était le deuxième appel que je recevais en un an. C'est terminé. Vous pouvez vous en servir à présent.

Lorca eut le réflexe de refuser. Finalement, il prit le cellulaire et composa son propre numéro. Comme il l'avait anticipé, personne ne répondit. Il remercia le géographe et lui demanda si, par hasard, il n'aurait pas déjà rencontré Angel Stone dans les parages.

«Angel Stone? Bien sûr! Un homme d'un raffinement... Vous le trouverez au 7e! Un bureau d'architectes!»

Comme Lorca lui souriait, le géographe parut soulagé. «Heureux d'avoir pu vous être utile... soupirez-t-il, puis il s'en alla et disparut au bout d'un corridor désert.

(À suivre)